

DANS CE NUMERO :

**La crise sterling-dollars - Dans l'économie grecque
La conférence des céréales et la situation alimentaire
mondiale pour la campagne 1947-1948**

LA REVUE D'ÉGYPTÉ

XXIème ANNEE, No. 784
SAMEDI, 23 AOUT 1947

ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION SUR LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ÉGYPTÉ ET DE L'ÉTRANGER

S O M M A I R E

	Pages
LA TACHE DU GOUVERNEMENT DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE	
par Charles Arcache	3
ACTUALITE LOCALE	4
LA POLITIQUE EN EGYPTÉ ET A L'ÉTRANGER	6
LA CRISE STERLING-DOLLAR	7
NOUVELLES ECONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT	8
LA CONFERENCE DES CEREALES	10
DANS L'ECONOMIE GRECQUE	11
MEMORANDUM DU COMITE DE COOPERATION ECONOMIQUE EUROPEENNE	12
LES MARCHES INTERNATIONAUX	16
LE MOUVEMENT MARITIME	17
ASPECTS DE LA CRISE ANGLAISE	18
CES DAMES DE LA CORBEILLE	19
LA BOURSE DES VALEURS	20
LES BOURSES ÉTRANGERES	22
LES MARCHES DE GROS	23

Nouvelles économiques et financières de l'étranger.
Nouvelles sociétés.

LAURIOL

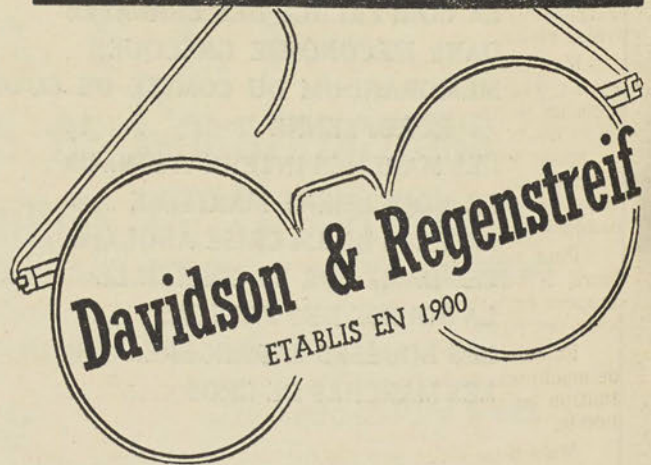


*Le savon de la
jeunesse
au parfum du
Printemps*

500



LA DISTINCTION DANS L'OPTIQUE



**REPRÉSENTANTS DE FABRIQUES
D'APPAREILS ACOUSTIQUES**

Imm. Continental-Savoy - Midan Opéra - Tél. 54610

*Gouverner c'est prévoir***LA TACHE DU GOUVERNEMENT
DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE**

DANS le domaine économique, l'instabilité est notre régime quotidien. Nous naviguons dans l'inconnu. Nul ne peut dire de quoi demain sera fait. Nul ne sait ce que réserve l'avenir immédiat ou éloigné. Où va la monnaie ? L'Amérique aidera-t-elle l'Europe ? Nous dirigeons-nous vers une nouvelle guerre mondiale ? Autant de questions qui restent sans réponse.

Au lendemain d'une guerre totale, les peuples sont encore étourdis. Ils n'arrivent pas à se retrouver, ni à fixer un programme qui leur permette de se reprendre.

Bien que n'ayant pas été touchée de façon directe par la tourmente, l'Egypte subit les mêmes conséquences. Elle aussi cherche sa voie, sans la trouver.

Pourtant, dès la fin des hostilités, on avait créé à la Présidence du Conseil un sous-secrétariat d'Etat pour les affaires d'après-guerre. On avait nommé une infinité de commissions qui devaient s'occuper l'une des problèmes agricoles, l'autre des questions monétaires, la troisième des affaires financières etc. etc. De longs rapports furent rédigés, dont quelques-uns sont excellents, mais — comme il arrive souvent — ils sont allés enrichir les archives, que personne ne voit, du ministère des Finances.

Ainsi, pendant deux ans, l'Egypte vécut économiquement à la petite semaine. On importa en très grandes quantités du superflu et les articles de première nécessité, parce qu'ils laissent une petite marge de profits, furent relégués au second, sinon au troisième plan. On eut des bas nylon, des ceintures nylon, des frigidaires, des parfums, des soieries, mais on manqua de machines, d'outils, de tout ce qui permet de créer dans le pays des richesses nouvelles.

Puis vinrent les négociations avec la Grande-Bretagne au sujet des crédits sterling. Les négociateurs égyptiens revinrent de Londres avec un document qui donne lieu à des interprétations multiples et qui remet en vigueur des contrôles officiels que nous avons crus à jamais disparus.

Maintenant, il nous faut faire face à un problème nouveau : celui de la non-convertibilité — à notre avis certaine dans un proche avenir — du sterling. Il est très probable qu'au cours des nouvelles négociations qui doivent avoir lieu au sujet de nos crédits, l'Echiquier britannique déclarera formellement qu'il n'est plus en mesure de rendre convertibles les sterling qu'il débloquent. Dans ces conditions ces sommes devront être dépensées dans la zone sterling.

Pour nos achats en Amérique, en Suisse, en Suède, ailleurs, il faudra nous contenter de la contrevaletur de nos propres exportations qui ne sont pas — dans nos rapports avec ces pays — très élevées.

Et comme notre industrie, notre agriculture, ont besoin de machines, de moteurs, d'outils américains, la nouvelle situation se répercutera de façon défavorable sur notre économie.

Mais il ne s'agit pas de critiquer, il faut aussi — il faut surtout — formuler des suggestions destinées à porter remède à l'état de choses actuel.

A notre sens, maintenant que l'Egypte dispose — jusqu'à la fin de l'année — d'amples crédits convertibles, la majeure partie de cet argent devrait être employé à l'achat de machines et autres devant produire de nouvelles richesses. Ce que les Britanniques appellent "capital goods" doit avoir la priorité sur tout le reste. Car l'industrie et l'agriculture égyptiennes doivent, avec le temps, être en mesure de faire face à la majorité de nos besoins.

Récemment, le gouvernement publiait d'intéressantes statistiques d'après lesquelles pendant les six premiers mois de l'année courante, les importations ont atteint 37 millions de livres, alors que les exportations s'élevaient à 36 millions, ce qui laisse un déficit relativement infime. Mais sommes-nous certains que le coton vaudra toujours 50 dollars ? Sommes-nous certains que la demande pour notre principal produit sera toujours aussi intense ?

C'est pourquoi, il ne s'agit pas de nous laisser bercer dans une douce euphorie, de nous laisser enliser par une situation provisoirement satisfaisante, mais de prendre des mesures en vue d'éviter au pays les affres de la pénurie.

Notre agriculture se ressent encore du manque d'engrais. La production de blé par feddan a beaucoup baissé parce que nos terres n'ont pas reçu durant la guerre, une quantité suffisante de nitrate. Il faut donc songer à ce problème, avant qu'il ne devienne trop tard.

Les machines nécessaires à l'électrification des chutes d'eau du réservoir d'Assouan, celles essentielles à la production d'engrais chimiques doivent prendre le pas sur les bas nylon. Voilà la politique constructive que doit suivre le gouvernement.

Qu'il nous soit permis ici d'ouvrir une parenthèse. Dès l'imposition du régime des permis d'importation, nous avons souligné le fait que les fonctionnaires chargés de l'octroi des permis devaient s'efforcer de favoriser le commerce honnête au détriment de courtiers en tous genre et de ceux qui profitent de leur influence pour obtenir des faveurs. Or, on nous apprend que certains importateurs sont obligés d'avoir recours à des intermédiaires. S'il en est ainsi une enquête s'impose. Et nous savons que S.E. Abdel Méguid Badr pacha la fera, car il a promis — et il s'est promis — de poursuivre en l'occurrence une politique équitable.

Ceci dit, revenons à la question qui nous intéresse. Depuis l'institution du nouveau régime pour le commerce extérieur, la Commission chargée de son application s'est réunie à plusieurs reprises et a pris des décisions heureuses. Mais malheureusement ses décisions sont demeurées lettre morte. En effet, alors que les demandes pour le moi d'août devaient être expédiées au ministère avant le 10 du mois, jusqu'au 9 Août, on ne trouvait à Alexandrie aucun des formulaires nécessaires. Et août fut un mois de perdu pour le commerce d'importation alexandrin.

Ce sont là des questions sur lesquelles il faut veiller. Prendre des décisions théoriques ne rime à rien, si des mesures pratiques ne doivent pas suivre ces décisions.

Il faut harmoniser la politique économique de l'Egypte. Il faut que le ministre des Finances ou le ministre du Commerce prenne en main l'ensemble du problème et veille à l'exécution des décisions prises.

En premier lieu, comme nous l'avons dit, il faut intensifier la production agricole et industrielle locales. En second lieu, il s'agit d'aider le commerce d'importation à paraître ce que l'Egypte ne peut produire.

Ce n'est qu'en suivant cette double politique, qui doit être basée sur des statistiques et sur une connaissance approfondie des besoins du pays, que l'on évitera à l'Egypte une crise comme celle qui secoue présentement de nombreux pays européens. Ce n'est qu'ainsi que le gouvernement remplira sa véritable mission, car gouverner c'est prévoir.

Charles Arcache.

Actualité

ECONOMIE

COMMERCE

QUELQUES DECLARATIONS DU MINISTRE DES FINANCES

Dans une interview accordée à notre confrère "Sawt el Omma", S.E. Abdel Meguid Badr pacha, ministre des Finances, a déclaré que des missions étrangères commerciales sont en route pour l'Egypte; ainsi la délégation yougoslave qui vient pour conclure un accord cotonnier. La délégation canadienne est officielle et sera reçue officiellement. Elle aura pour mission d'établir des relations commerciales avec l'Egypte. Le programme de ses visites sera restreint aux centres industriels et de production et aux Chambres de commerce.

Parlant des importations, le ministre a déclaré que l'Egypte peut disposer mensuellement de plus de quatre millions de livres.

Quant au pétrole, il a déclaré que son rationnement sera réduit de 20 0/0 des quantités déjà allouées, et ce à partir de septembre prochain.

Poursuivant ses déclarations, le ministre a dit que les tissus seront exportés dès que leurs prix seront unifiés. Cette exportation ne sera autorisée que deux mois après la livraison des quantités rationnées au public, et ce pour permettre au ministre de s'assurer que l'excédent qui reste sur le marché est réel.

LES REVENUS DES DOUANES

Le montant total des recettes de l'Administration des Douanes au cours de la période allant du 1er mai écoulé au 19 août courant, s'est élevée à 14.852.144 livres contre 12.865.144 livres, pour la période correspondante de l'année écoulée, soit avec une augmentation de 1.987.715 livres.

Les recettes provenant des droits douaniers sur le tabac, se sont élevées au cours de la période sous revue, à 5.911.917 livres contre 5.191.411 livres, soit avec une augmentation de 22.506 livres.

Les droits douaniers sur les importations se sont élevés, au cours de la même période, à 5.511.931 livres contre 3.948.286 livres soit avec une augmentation de 1.563.745 livres.

Enfin, les recettes sur les droits d'exportation, se sont montées à 233.768 livres contre 259.317 livres, soit avec un déficit de 25.557 livres.

LE PROJET DU NOUVEAU REGIME DOUANIER

Une Commission avait été formée au ministère des Finances, sous la présidence de Mohamed Aly Namazi bey, conseiller au Conseil d'Etat afin d'élaborer un nouveau projet de loi relative à la réorganisation de système douanier actuel.

Nous apprenons que cette Commission vient de mettre au point son rapport sur cette nouvelle législation qui contiendra quarante articles.

Entre autres objets traités par ce nouveau projet de loi signalons les matières suivantes:

Les exemptions douanières, le contrôle sur les affaires douanières, la lutte contre la contrebande etc...

Un sous-comité a été formé pour préparer le Règlement d'exécution de cette nouvelle loi. Ce Règlement sera conçu à la lumière des arrêtés ministériels des circulaires, des instructions etc... qui ont été émis, au cours des 65 dernières années et dont le nombre dépasse les 400 décisions.

Cette nouvelle législation sera déferée au Parlement au cours de sa prochaine session.

LES EXPORTATIONS D'ARGUMES

Le Département du Contrôle des Exportations annonce qu'il a été décidé de délivrer aux producteurs, des permis d'exportation relativement aux quantités et aux qualités des agrumes suivantes, provenant de la récolte 1947-1948:

2.000.000 de kilos d'oranges.
2.000.000 de kilos de mandarines et de citrons doux.

L'exportation de ces articles devra avoir lieu au cours de la période allant du 1er novembre 1947 au 31 mars 1948.

Les demandes relatives à la détermination des quantités des exportateurs devront être présentées au ministère de l'Agriculture.

EXPORTATION DE LEGUMES

Le Département du Contrôle des Exportations a décidé que les permis d'exportation relatifs aux légumes, tomates, conserves et dattes sèches continueront à être valables jusqu'au 31 décembre 1947, sans aucun renouvellement de la part Département en question.

Cette mesure a été prise en vue d'encourager l'exportation de ces articles.

LES MARCHANDISES ARRIVEES A ALEXANDRIE ENTRE LE 8 ET LE 14 AOUT

Il résulte des statistiques générales des Douanes, que les marchandises arrivées au port d'Alexandrie du 8 au 14 août, évaluées en tonnes, sont comme suit:

15 en lainages, 8 en aluminium, 6 en crayons, 24 en barres de fonte, 538 en bois, 44 en bois de placage, 2 en serrures, 4 en articles de beauté, une en films cinématographiques, 42 en pièces de rechange de machines, 2 en pièces de rechange de radios, 5 en charrues, 18 en pneus, 7 en semences agricoles, 9 en peintures, 51 en bicarbonate de soude, 11 en bière, 11 en potasse, 22 en peinture en poudre, 80 en frigidaires, 6 en cuir, 10 en douceurs, 15 en feronneries, 2 en encre à imprimer, 4 en fil de laine, 6 en fil de soie artificielle, 4 en D.D.T., 6 en radios, 5 en parfums, 141 en harengs, 448 en huiles végétales, 9 en cigarettes, 2 en courroies en cuir, 457 en automobiles, 7 en sulfate d'aluminium, 2 en fil de fer, 424 en poissons, 5 en colle, 49 en chassis, 42 en fer, 3 en graisse, 513 en alun, 15 en teintures, 24 en porcelaines, 102 en soude, 36 en fruits divers, 2 en ducoville, 10 en cacao, 6 en carbonate de potasse, 2 en lait conservé, 7 en articles d'électricité, 113 en produits chimiques, 182 en métiers à tisser, 10 en rouleaux de papier, 9 en confitures, 59 en motocyclettes, 30 en aliments conservés, 46 en tuyaux de fonte, 78 en fabrications de verre, 24 en clous, 12 en matières contre le feu, 62 en compositions insecticides, 2 en articles fabriqués en plastique, 5 en alcools, 9 en eaux minérales, 26 en papier à cigarette, 46 en papiers divers, 136 en papier d'imprimerie, 37 en papier d'emballage, 19 en carton, 83 en papier journal, 8 en primus.

EXPOSITION INTERNATIONALE A PRAGUE

La Chambre de Commerce du Caire a été informée qu'une exposition internationale aura lieu à Prague (Tchécoslovaquie) entre le 5 et 14 septembre. Des avantages seront accordés aux voyageurs, ainsi que des facilités dont on peut prendre connaissance au secrétariat de la Chambre.

UNIONS D'IMPORTATEURS

En vue de faciliter aux commerçants l'importation de certains articles de l'étranger, le l'Industrie favorise actuellement l'institution d'Unions pour ces importateurs.

Déjà, ce ministère a créé deux Unions, l'une pour les importateurs de jute et l'autre pour les importateurs de la laine.

ACCORD COMMERCIAL EGYPTE-INDES

Le département compétent du ministère des Affaires Etrangères prépare actuellement un projet d'accord commercial entre l'Egypte, d'une part et le Pakistan et l'Hindoustan, d'autre part, en vue d'organiser les échanges commerciaux avec ces deux pays.

Il a été décidé en principe que deux missions commerciales représentant les deux gouvernements hindous arriveront au Caire pour entamer les pourparlers préliminaires avec le gouvernement égyptien.

On sait l'importance de cet accord pour l'Egypte. Elle est due notamment au besoin de jute pour la fabrication des sacs de coton égyptien et autres produits. Quant au profit que tirera l'Inde de cet accord, il dépend entièrement du surplus de la production de riz de l'Egypte.

La Revue d'Egypte Economique et Financière

REDACTION ET ADMINISTRATION :

SOCIETE ORIENTALE DE PUBLICITE

Propriétaire-éditeur de la "Revue d'Egypte"

ABONNEMENTS :

Un an 6 mois
Egypte : P.T. 150 P.T. 80
Etranger : £ 2 £ 1.2.0

PUBLICITE ET ABONNEMENTS :

24, rue Galal — Tél. 49000
Le Caire

9, rue Rolo — Tél. 27366
Alexandrie

Rédacteur en Chef :
CHARLES ARCACHE

Rédaction au Caire :
Me. Ch. ATALLA

locale

ET FINANCES

LE BRESIL ET LE COTON EGYPTIEN

L'Ambassade d'Argentine au Brésil vient d'envoyer au gouvernement égyptien un mémorandum dans lequel elle s'engagerait à faire une vaste propagande dans les pays de l'Amérique Latine pour le coton égyptien à longue fibre.

Le mémorandum ajoute que cette qualité de coton cultivée en Amérique ne suffit pas à alimenter les besoins des fabricants qui se voient obligés d'avoir recours aux marchés étrangers pour compléter leurs stocks.

Le ministère des Affaires Etrangères a envoyé, cette note intéressante aux ministres des Finances et de l'Agriculture aux fins d'étude.

Nous apprenons que des instructions ont été données afin que cette demande soit accueillie favorablement car la quantité de coton égyptien à longue fibre que nous pouvons exporter en Amérique du Sud pourrait s'élever à 2.000.000 de cantars par année.

DES FILMS SUR LE COTON

Certaines compagnies américaines ont demandé au ministère de l'Agriculture de leur passer des copies de film sur la culture du coton égyptien, sa cueillette et son égrenage et sur toutes les phases agricoles, commerciales et industrielles, par lesquelles ce coton passe avant l'être prêt pour le marché. Ces compagnies ont besoin de ces films pour les projeter dans les régions agricoles des Etats-Unis, où le coton est cultivé.

LES INDUSTRIES RURALES

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a suggéré la formation d'un Comité réunissant certains représentants des ministères de l'Agriculture et des Affaires Sociales, en vue d'étudier toutes les questions se rattachant à l'encouragement des industries rurales.

LES FRANCS SUISSES A L'EGYPTE

En attendant la conclusion d'un accord définitif entre les deux gouvernements égyptien et suisse au sujet du troc de marchandises entre les deux pays, ce dernier gouvernement a avisé le ministère des Finances qu'il met à sa disposition un montant de 15 millions de francs suisses, pour être utilisés à l'achat de certains articles suisses, tels que des instruments, des spécialités médicales etc...

LES DEVICES ETRANGERES DISPONIBLES PAR MOIS

Les prévisions faites par les ministères des Finances et du Commerce et de l'Industrie indiquent que l'Egypte a actuellement besoin de 4.000.000 de livres en devises étrangères par mois. Sur ce montant 3.000.000 de livres seront destinées aux importations de première nécessité, et 1.000.000 de livres seront réservées aux articles de luxe.

L'INDUSTRIE DE LA FILATURE ET DU TISSAGE DU COTON

Le ministère du Commerce et de l'Industrie, a dressé un rapport sur l'industrie locale de la filature et du tissage du coton, et dont les conclusions se résument en ce qui suit:

1. — Renouveler le matériel pour le remplacer par un autre plus moderne.

2. — Envoyer des missions à l'étranger afin que leurs membres s'entraînent sur ces nouvelles machines et remplacent ensuite les éléments étrangers s'occupant de cette industrie.

3. — S'intéresser d'une façon particulière à la question des couleurs et des dessins des tissus, car ces deux facteurs jouent un rôle très important dans ce genre de commerce.

4. — Fabriquer localement certains instruments nécessaires à l'industrie cotonnière.

5. — Mener une propagande pour le coton égyptien à l'étranger par tous les moyens notamment par l'envoi de commissaires à l'extérieur et par l'organisation d'expositions et de congrès internationaux.

UN INSTITUT INDUSTRIEL

Le ministère du Commerce et de l'Industrie étudie actuellement un rapport qui vient de lui être soumis, au sujet de la création d'un Institut Industriel dans le pays.

Les recommandations préconisées par ce rapport tendent notamment à:

1. — effectuer toutes les recherches relatives à l'organisation industrielle du pays, suivant ses besoins économiques et étudier les dernières évolutions scientifiques et pratiques à ce sujet dans les pays étrangers.

2. — organiser des études et des conférences en vue de former des ingénieurs spécialistes en matière de planisme industriel.

3. — améliorer les systèmes et procédés industriels.

4. — réunir tous documents relatifs à l'organisation industrielle du pays et fournir tous renseignements utiles à ce sujet aux intéressés.

LES PUIITS DE PETROLE EN EGYPTE

M. Max Boyd, directeur de l'Associated Press au Caire écrit que l'Anglo-Egyptian Oilfields affiliée à la Shell, la Socony Vacuum et la Standard Oil, ont été autorisées à faire des prospections sur le territoire égyptien, sur une superficie de 6 millions de feddans, en vue de l'extraction du pétrole.

Les travaux ont déjà commencé à Wadi-Natroum, et des travaux de grande envergure seront entrepris l'année prochaine dans le désert oriental.

Ajoutons qu'on a trouvé en Egypte deux sociétés commerciales qui exploitent des puits de pétrole à Ras Ghareb et à Chardaka.

Les ingénieurs de la Standard ont constaté depuis quelque temps à la suite de recherches entreprises, qu'il y a du pétrole à Wadi El Pirane, sur la côte-est du Canal de Suez, mais il a été révélé que ces quantités étaient insuffisantes pour la création d'une exploitation commerciale.

LES DOCKS DE PETROLE DU PORT D'ALEXANDRIE

L'administration des Ports et Hares vient de demander au ministère des Communications de commencer l'exécution du projet de construction des docks de pétrole qu'il avait été décidé de créer au port d'Alexandrie. L'administration a mis pour ce faire au point les plans nécessaires à cette construction et a fini de poser les conditions du cahier des charges qui serviront à la réalisation du dit projet.

D'autre part, l'administration vient d'adresser au ministère des Finances une lettre lui demandant de lui consigner les terrains du gouvernement sis au Mex, pour lui permettre de les arranger et les répartir entre les différentes sociétés de pétrole qui en auront besoin du fait de la construction des docks projetés.

LES SOCIETES ANONYMES ET LES EXPERTS ETRANGERS

Le ministère des Travaux Publics a autorisé certaines Sociétés Anonymes, reconnues d'utilité publique d'engager pour une durée de trois ans des directeurs de nationalité étrangère. Toutefois, ces derniers doivent se faire assister par des sous-directeurs de nationalité égyptienne. A l'expiration de leur contrat dont le point de départ commencera à courir de la date de la concession, les directeurs étrangers seront définitivement remplacés par les sous-directeurs de nationalité égyptienne.

UN NOUVEL IMPOT A L'ETUDE ?

Le ministère du Commerce et de l'Industrie étudie actuellement une suggestion tendant à établir un nouvel impôt pour le développement industriel dans le pays.

Cet impôt variera selon la nature de l'industrie et l'importance du capital.

Entre autres signalons qu'il sera déduit de cet impôt, les dépenses que l'usine aura faites pour ses recherches scientifiques et techniques, de façon à ce que seules les Usines qui ne sont pas pourvues de Sections de Recherches, seront astreintes à ce nouvel impôt.

Par ailleurs le ministre du commerce et de l'Industrie utilisera cet impôt au développement industriel du pays.

LE PART DE L'EGYPTE EN ENGRAIS

Comme on le sait, le Conseil International des Vivres détermine la part de chaque pays en engrais. Le Conseil a un comité exécutif. Le sous-comité des engrais, qui dépend de ce comité exécutif a reçu une demande du délégué égyptien pour une augmentation de la part de l'Egypte en engrais chimiques. Le délégué a expliqué dans sa demande qu'il faudrait accorder aux pays dont le rendement des terres dépend des engrais, une plus grande quantité d'engrais, et l'Egypte se trouve en tête de ces pays.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de ne pouvoir publier cette semaine, par suite d'un retard de transmission, notre chronique hebdomadaire "La Semaine Cotonnière".

D'une semaine à l'autre

La politique en Egypte et à l'étranger

L'EGYPTE A-T-ELLE ETE BATTUE AU CONSEIL DE SECURITE ?

L'opinion égyptienne promptement à s'alarmer et à prêter l'oreille à toutes les rumeurs sans se donner la peine de les vérifier, semble déjà considérer que l'Egypte a perdu sa cause au Conseil de Sécurité. C'est là une conclusion facile. Mais la question vaut la peine d'être étudiée avec impartialité et objectivité. Et l'on se rendra compte ainsi, qu'après tout, l'Egypte ne s'est pas compromise en allant devant l'ONU.

Voici tout d'abord le texte de la motion brésilienne:

Le Conseil de Sécurité, ayant étudié le différend entre le Royaume-Uni et l'Egypte, porté à sa connaissance par la lettre du Premier ministre d'Egypte datée du 8 juillet 1947, note que les moyens d'entente prévus par l'article 33 de la Charte n'ont pas été épuisés, et croyant qu'un règlement du différend peut être mieux atteint dans les circonstances actuelles par le recours à ces moyens, recommande aux gouvernements du Royaume-Uni et de l'Egypte:

"1.) De reprendre les négociations directes, et en cas d'échec de ces négociations, de rechercher une solution du différend par d'autres moyens pacifiques de leur propre choix.

"2.) De tenir le Conseil informé des progrès des négociations".

Le premier paragraphe indique aux deux parties les moyens auxquels, en dépit du différend qui existe, ils doivent continuer d'avoir recours pour vider leur querelle. Ces moyens consistent: 1) dans les négociations directes à reprendre et 2) dans un arbitrage éventuel auquel font allusion ces mots: "...et en cas d'échec de ces négociations, de rechercher une solution du différend par d'autres moyens pacifiques de leur propre choix". Connaissant le mécanisme de la politique sud-américaine, il faut conclure de ces termes qu'en ce faisant le Brésil laisse la porte ouverte à un compromis anglo-égyptien qu'opérerait comme arbitres les Etats-Unis, eux-mêmes for-

tement intéressés aux problèmes du Proche-Orient. Nous avons pu d'ailleurs constater que les USA appuyaient, sans réserve, la résolution proposée par le Brésil.

Quant au deuxième paragraphe, il prévoit le maintien sur l'agenda du Conseil de Sécurité, de l'affaire égyptienne.

En considérant les deux paragraphes ci-dessus on ne peut que prendre acte de l'échec de l'Angleterre sur les deux points essentiels de sa défense. Elle avait demandé au Conseil de Sécurité de prononcer la validité du traité de 1936 et la radiation de la requête égyptienne. Le Conseil de Sécurité, s'il adopte le point de vue brésilien, ne prononcera pas la validité du traité, mais considérera qu'il est susceptible d'être contesté, discuté et arbitré. Au surplus, il ne rayera pas de son agenda la plainte égyptienne.

Certes, l'Egypte avait demandé l'évacuation immédiate de la vallée du Nil et la modification en sa faveur du statut actuel du Soudan. Il faut croire que cette demande était trop ambitieuse et qu'elle a été formulée par les délégués égyptiens pour la forme. Nous savons que dans tout litige, tout procès, il convient de formuler le maximum de demandes pour obtenir le minimum désiré. Nokrachi pacha et les siens ont sans doute eu recours aux mêmes procédés devant le tribunal international qu'est le Conseil de Sécurité.

LES AMENDEMENTS BELGE ET CHINOIS

Le délégué chinois, adoptant la résolution brésilienne, a pourtant proposé cet amendement: "le Conseil prend note que le gouvernement britannique a déjà partiellement retiré ses troupes d'Egypte et qu'il est prêt à négocier le parachèvement de l'évacuation". Ce paragraphe, ajouté au texte original, ne saurait qu'être favorable à l'Egypte puisqu'il fait constater par le Conseil de Sécurité l'admission par l'Angleterre du principe de l'évacuation de l'Egypte et un début d'exécution dans ce sens.

C'est à l'amendement belge que l'Egypte pourrait toutefois s'en prendre. Cet amendement

propose les dispositions suivantes: "Toutes divergences de vue concernant la validité du traité de 1936 seront soumises à la Cour internationale de justice". C'est jusqu'ici le seul amendement présenté qui soutienne partiellement la thèse anglaise, mais il semble que la Belgique ne pourra pas faire passer sa proposition étant donné qu'il n'y a qu'une seule autre voix qui l'appuie et c'est celle de la France. Quoi qu'il en soit, la situation se présente ainsi: pour la résolution brésilienne: (4 voix) — avec ou sans l'adjonction de l'amendement chinois, le Brésil, la Chine, les Etats-Unis, l'Australie (probablement). Pour l'amendement belge: (2 voix) — la Belgique et la France. Pour l'évacuation immédiate de l'Egypte et du Soudan: (3 voix) — l'URSS, la Pologne et la Syrie. La grande inconnue demeure la voix de la Colombie. Son vote pourrait empêcher que des instructions soient données à l'Egypte et à la Grande-Bretagne — aux dires des derniers commentateurs. Nous pensons, pour notre part, qu'il est fort probable que la Colombie vote dans le sens brésilien. Entretemps, la thèse anglaise, telle qu'elle a été formulée officiellement, n'a été appuyée par personne.

APRES LA DECISION

Quelle que soit la décision que prendra le Conseil de Sécurité, il demeure acquis pour l'Egypte qu'elle n'a pas été renvoyée dare-dare comme certains l'auraient craint ou même souhaité. Il demeure acquis pour elle aussi qu'il est indispensable que sa propagande fasse connaître à l'étranger ses vrais et divers problèmes, que l'Egypte dans la nouvelle ère que son indépendance a inaugurée est étroitement mêlée aux affaires internationales, qu'une vraie collaboration, que par pléonasmisme nous appellerons réciproque, est indispensable pour sa prospérité à venir, avec l'étranger. L'Egypte a une réputation internationale qu'elle doit entretenir et ménager. Et pour s'assurer la sympathie des nations, elle est obligée d'encourager ses échanges de tous ordres avec tous les pays. Sans altérer son idéal nationaliste, l'Egypte doit

donc d'ores et déjà entrevoir et prévoir la voie qu'elle sera appelée à suivre. (écrit vendredi soir).

LA DENONCIATION UNILATERALE DE NOS ACCORDS STERLING

Le commentateur de presse doit s'abstenir de toute interprétation à ce sujet. La situation n'est pas claire, les déclarations faites sont contradictoires. Il faut attendre. Mais l'attente est désagréable et dangereuse. Les autorités compétentes nous imposent cependant cette épreuve parce qu'elles-mêmes, chose surprenante et intolérable, ignorent tout de la situation. Le ministre des Finances, questionné jeudi soir, a répondu que l'ambassade de Londres ne lui avait encore rien communiqué. Ainsi l'Ambassade n'est-elle point au courant des conséquences de l'inconvertibilité de la sterling en dollars alors que, malheureusement pour elle, les dépêches Reuter et AIA nous apprennent que les sterlings de l'Egypte, sans exception, sont affectées par la décision soudaine de l'Angleterre. Lorsqu'un pays comme le nôtre est si intimement lié aux finances britanniques, il convient que les mêmes informations officielles publiées à Londres le soient en Egypte et au même titre: officiel. Quoi qu'il en soit, il tombe sous le sens que les sterlings détenus par l'Egypte seront affectés par l'inconvertibilité en dollars, que les accords signés, il y a un mois seulement, deviennent, en quelque sorte, à notre insu, caducs et que toute notre économie s'en trouvera pour un certain temps bouleversée. Qu'allons-nous faire? Contracterons-nous un prêt en dollars de l'Amérique ou nous laissera-t-on livrés à nos propres moyens? Qu'on nous le dise et vivement.

LE NOUVEAU SEMAINIER

Dernières informations de la semaine sur

LA CRISE STERLING-DOLLAR**La crise du dollar n'est qu'un mythe**

"Il est de la première importance, si le monde veut appliquer des remèdes efficaces à sa crise actuelle, de séparer le bon sens du non sens dans les allégations parlant d'une "famine mondiale de dollars.." déclare le rédacteur-en-chef économique M. Henry Hazlitt du "Newsweek Magazine" dans un article publié dans l'édition parue il y a quelques jours aux Etats-Unis.

Sous le titre "Le mythe d'une famine de dollars.." Hazlitt écrit :

"Dans un certain sens la Grande-Bretagne — la France, le Mexique ou l'Argentine — à raison lorsqu'elle attribue ses troubles intérieurs à "une pénurie de dollars.." Dans le même sens, un Américain aurait raison en disant que la cause pour laquelle il ne parvient pas à payer la facture de l'épicière ou à acheter une nouvelle auto est qu'il souffre d'une pénurie de dollars, lui-même. Mais une telle description n'explique rien. La question véritable à laquelle nous devons répondre — tant pour les nations étrangères que pour les citoyens — est: qu'est-ce qui cause la pénurie du dollar.

"Le trouble réel est que la Grande-Bretagne, l'Europe et l'Amérique Latine désirent acheter des Etats-Unis plus que ce qu'elles leur vendent. Elles voudraient obtenir de nous plus que ce qu'elles nous donnent. Elles veulent acheter plus que ce qu'elles peuvent payer. Elles consomment plus que ce qu'elles produisent.

LE SEUL REMEDE PERMANENT

"Le seul remède permanent consiste, pour ces pays, ou bien d'augmenter leur production ou bien de réduire leur consommation. Tant qu'ils ne feront pas cela, ils ne pourront maintenir qu'un commerce boiteux avec nous, en obtenant ou bien des prêts ou bien des cadeaux. Nous fournissons, en fait, au monde extérieur des services et des marchandises d'une valeur d'un milliard de dollars par mois en plus de ce que nous obtenons de sa part.

"Bref, l'ennui n'est pas dans la pénurie des dollars, mais dans celle des marchandises et des services nécessaire pour les échanger contre des dollars. Parler d'une pénurie de dollars, dans le sens absolu, est absurde. Au cours des deux dernières années, les Etats-Unis ont contribué pour 17 milliards de dollars en marchandises et services au monde extérieur. L'or et les dollars détenus actuellement à l'étranger atteignent un total sans précédent de plus de 20 milliards de dollars.

"Ce dont le monde souffre aujourd'hui n'est pas une crise de dollars, mais bien une crise de francs, de sterlings, de pèsos, de florins.."

LA BALANCE DEFAVORABLE DES PAYS COMMERCIAUX

Combien grande est la pénurie de marchandises et de services à échanger contre des dollars est révélée par les statistiques du commerce étranger des Etats-Unis durant le premier semestre de 1947. Tous les importants pays commerciaux du monde (sauf Cuba) ont une balance commerciale défavorable dans leur commerce avec les Etats-Unis.

Toutefois, les économistes du gouvernement doutent que les Etats-Unis puissent maintenir son échelle d'exportations durant la seconde moitié de cette année. Ceci a déjà apparu depuis le mois de mai dernier. Les économistes disent que le reste du monde n'a pas suffisamment de dollars pour maintenir une telle échelle et ne peut pas augmenter ses exportations aux Etats-Unis d'une façon suffisante au cours des prochains mois pour obtenir les dollars nécessaires.

LES DEPECHEES

Washington, le 21 (Reuter).

Une crise économique mondiale, s'étendant même aux Etats-Unis, a été prédite par les milieux autorisés à Washington aujourd'hui à la suite de la décision britannique de suspendre la convertibilité du sterling en dollar.

Ces mêmes milieux ajoutent que l'action britannique est susceptible de causer "le plus grand bouleversement dans le commerce mondial depuis la crise de 1931 et les Etats-Unis s'en ressentiront." Le chômage pourrait aussi résulter de cette crise aux Etats-Unis.

Les experts économiques soulignent qu'une baisse dans les exportations aurait pour résultat d'amener un changement dans l'état florissant actuel de l'industrie domestique américaine et déchaînera la crise si souvent prédite ici.

D'autre part, les milieux officiels d'ici révèlent que les Etats-Unis insistent pour "geler" le reste du prêt américain à la Grande-Bretagne et ce, conformément à son accord avec cette dernière concernant la suspension de la convertibilité des sterling en dollars.

Ils prévoient également une restriction considérable des contrats étrangers avec les Etats-Unis ainsi qu'une baisse substantielle dans les exportations américaines.

Les fonctionnaires n'ont pu fixer la date à laquelle le reste du prêt sera débloqué. On pense que la somme restante du prêt s'élève tout au plus à 700 millions de dollars, déduction faite des 200 millions dont notification du retrait a été envoyée aux Etats-Unis.

**Une déclaration du ministre des Finances
AUTOUR DE LA CONVERTIBILITE DES STERLINGS
EN DOLLARS**

Répondant à une question qui lui a été posée au sujet des nouvelles concernant la non convertibilité des livres sterlings en dollars, à partir du 21 Août, pour tous les non résidents dans les pays de la zone sterling, S.E. Abdel Meguid Badr pacha, ministre des Finances, a fait la déclaration suivante :

"J'ai pris connaissance dans les journaux, du communiqué publié par le Dr. Dalton, ministre des Finances de Grande-Bretagne, au sujet de la décision prise par le Cabinet britannique relatif à la convertibilité des devises sterling en dollars et je trouve qu'il faudrait d'abord demander par le canal de notre Ambassade à Londres, au gouvernement britannique, si cette décision est applicable à l'Egypte, malgré l'accord dernièrement intervenu au sujet des crédits sterlings.

"Il est certain qu'avant d'avoir obtenu ces renseignements, il n'y a pas lieu de faire de déclaration au sujet des mesures que l'Egypte prendrait à l'égard de l'attitude prise à l'improviste par la Grande-Bretagne.

Londres, le 21/8/47.

On s'attend dans les milieux financiers autorisés de Londres à ce que de nouvelles négociations aient lieu avec l'Egypte le plus tôt possible au sujet des derniers développements sur la convertibilité des sterling. L'Agence Arabe a enregistré la déclaration d'une source autorisée selon laquelle "il n'y avait pas le temps d'avertir l'Egypte avant de diffuser la déclaration du Chancelier de l'Echiquier britannique. La situation des dollars détenus par les Britanniques s'est gâtée avec une telle rapidité et la question était tellement urgente que la décision prise par le Chancelier de faire son émission radiodiffusée n'a été prise qu'une heure environ avant qu'il n'aille effectivement devant le micro"

(Suite en page 22)

NOUVELLES ECONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

Liban

SUSPENSION DES TRAINS DE VOYAGEURS BEYROUTH-DAMAS

A sa sortie d'une entrevue avec le ministre des Affaires étrangères, le Directeur général des chemins de fer D.H.P. a fait aux représentants de la presse, la déclaration suivante:

"Il n'existe pas à proprement parler une garantie kilométrique pour le D.H.P., mais les Etats syriens et libanais sont engagés, par un accord avec la Société, à combler son déficit éventuel en contrepartie de certains avantages consentis par la Société, en particulier le partage des bénéfices de l'exploitation dont 90 o/o reviennent aux deux Etats".

Au sujet de la ligne Beyrouth-Damas, il a précisé que la Compagnie, d'accord avec les deux gouvernements, a arrêté le service des voyageurs, et supprimé la plupart des gares. Il a ajouté qu'un seul train fait le service tous les 3 jours pour le transport des marchandises.

LE DEFICIT DU D.H.P.

Les gouvernements libanais et syrien avaient demandé au Conseil Supérieur des Intérêts Communs de rechercher les moyens de remédier au déficit du D.H.P.

Le C.S.I.S. vient de suggérer le licenciement de 250 employés recrutés pendant la guerre. Cette mesure se traduirait par une économie mensuelle de 40.000 livres.

UNE SOCIETE FRANCO-LIBANAISE POUR LA GESTION DES BIENS FRANÇAIS AU LIBAN

Le Conseil de ministres a approuvé au cours de sa dernière réunion, la constitution d'une société anonyme franco-libanaise qui prendrait en charge la gestion et l'exploitation des biens français au Liban.

L'IMPORTATION DU RIZ DU SUCRE ET DU BLE

Le Conseil des ministres a approuvé l'ouverture d'un crédit de 1.500.000 L.E. au ministère de l'Economie Nationale en vue de l'importation du riz et du sucre nécessaire au ravitaillement du Liban.

En ce qui concerne les propositions de l'Argentine portant sur les fournitures de 70.000 tonnes de blé au Liban, le Conseil a décidé d'entamer des pourparlers officiels directs avec ce pays afin de fixer le mode de paiement ainsi que pour obtenir certaines facilités quant aux prix de conditions d'exportation.

UNE NOUVELLE RAFFINERIE D'HUILE AU LIBAN

Dans une déclaration touchant les résultats de sa récente tournée en Europe, M. Wadih Achkar, grand industriel et homme d'affaires libanais, a annoncé qu'il a procédé en France à l'acquisition de matériel destinés à la nouvelle raffinerie d'huile qu'il a décidé d'installer à Beyrouth, dans les parages du Nahr El-Kelb. Cette usine extraira l'huile d'olives, d'arachides, de noix de coco et des noyaux d'abricots. Après raffinage, les produits obtenus seront exportés à destination des deux Amériques.

A QUAND L'EXPLOITATION DE LA LIGNE BEYROUTH- HAIFA-LE CAIRE?

A la suite de la récente visite au Caire de M. Charles Tyan, directeur du Service des Communications libanais, l'administration égyptienne des Chemins de fer a approuvé entièrement le projet libanais relatif à l'exploitation de la ligne Beyrouth-Haifa, promettant toutes les facilités nécessaires, notamment la mise en service de wagons supplémentaires et la réduction des tarifs sur son réseau.

Le projet prévoyait l'affectation sur la voie Le Caire-Beyrouth, pendant la saison d'été, d'un train quotidien qui quitterait Le Caire à 19 heures et arriverait à Beyrouth le lendemain à 14 heures.

Les tarifs avaient été établis ainsi:

1ère classe: cinq livres égyptiennes;

2ème classe: trois livres égyptiennes.

Le train serait également doté de wagons-lits dont le tarif ne dépasserait pas 250 piastres égyptiennes par couchette. Le prix du repas, serait fixé à 35 piastres égyptiennes.

Cependant la réalisation de cette liaison se heurte à de sérieuses difficultés, les autorités palestiniennes ayant fait savoir qu'elles n'étaient pas en mesure de garantir la sécurité des trains en raison des activités terroristes.

Par ailleurs, les autorités britanniques de Palestine refusent de livrer au trafic civil le tronçon Haifa-El-Zib demeurant toujours sous le contrôle du commandement militaire. Des pourparlers se déroulent actuellement avec le ministère de la Guerre britannique afin d'ouvrir à la circulation ce tronçon et de protéger les trains en territoires palestiniens.

Dans ces conditions, il est à prévoir que la mise en service de la ligne Beyrouth-Haifa-Le Caire n'aura pas lieu de sitôt.

UN RAPPORT DU GENERAL NOFAL SUR L'INDUSTRIE TEXTILE SYRO-LIBANAISE ET LA CONCURRENCE ETRANGERE

Dans un rapport adressé au Conseil Supérieur des Intérêts Communs relatif à la situation actuelle de l'industrie de tissage syro-libanaise et à la nécessité de son encouragement et de sa protection, le général Nofal, Ministre de l'Economie Nationale dit notamment:

"Il ressort de toutes les pétitions adressées dernièrement par les propriétaires des fabriques de chaussettes de Syrie et du Liban qu'une vive inquiétude est ressentie quant à la concurrence étrangère dont les signes avant-coureurs viennent de sévir sur les marchés, menaçant cette industrie nationale de pertes sévères. Cette concurrence a non seulement mis un terme aux bénéfices des industriels mais menace sérieusement leurs capitaux investis. Cette situation les obligerait si elle se poursuit, à fermer tôt ou tard leurs fabriques provoquant immédiatement des dégâts considérables dans la production nationale et une diminution substantielle des rentrées du Trésor.

"Par ailleurs, la main-d'oeuvre locale souffrirait grandement d'un tel état en raison de la différence sensible entre les frais

généraux de cette industrie chez nous et à l'étranger ce qui facilite énormément l'expansion de la concurrence étrangère dans nos pays qui souffrent d'une hausse de salaires, des matières premières et des frais généraux.

"Désirant fournir à cette industrie les meilleures possibilités économiques en vue de son plein développement, nous proposons la prise des dispositions suivantes:

1 — Exonération douanière des aiguilles de tissage des taxes d'entrée.

2 — Exonération du matériel et des pièces de rechange de cette industrie, et de toutes les industries de toutes taxes douanières.

3 — Réduction des taxes douanières sur les filés de coton fins non produits par les usines nationales (No. 58 et au delà) de 25 à 12 0/0 ad valorem.

4 — Remplacement de la taxe de pourcentage imposée sur les chaussettes par un droit fixe, ce qui rendrait indésirable l'importation de chaussettes de qualité inférieure, en favorisant par contre celle de qualité supérieure. Cette mesure permettra aux marchés d'éviter une inondation de produits bon marché et de qualité négligeable et sauvegardera en même temps la fortune du consommateur d'une dilapidation au cas d'acquisition de telles marchandises. Les industriels ne seront par ailleurs nullement obligés d'abaisser la qualité de leurs produits pour faire face à la concurrence étrangère bon marché. C'est là un excellent moyen de conserver une qualité de choix aux marchandises, et de pousser les propriétaires des usines et fabriques à poursuivre le relèvement de leur rendement en vue de concurrencer librement la production étrangère".

DECISIONS MINISTERIELLES

Au cours de sa dernière réunion, le Conseil des Ministres a pris les décisions suivantes:

1) — Adhérer à l'accord de Neufchâtel pour la protection de la propriété commerciale et transmettre à la Chambre des députés un projet de loi en ce sens.

2) — Approuver l'adhésion du Liban à l'Organisation internationale des Vivres et de l'Agriculture issue du Conseil économique et social de l'ONU.

3) Approuver l'envoi à l'étranger de missions chargées de rechercher des débouchés pour la production libanaise de fruits et d'agrumes.

**Demandez à
votre Pharmacien
les PRODUITS KIRBY**



**Pilulettes KIRBY
POUR LE FOIE**

**PRIX AU PUBLIC
P.T. 5**

4) — Permettre aux touristes et aux estiveurs, non munis d'un permis international de conduire, d'utiliser les permis délivrés par leur pays d'origine après avoir obtenu du service de la circulation une licence spéciale d'une durée maximum de quatre mois.

5) — Ratifier le projet de création d'une cité sanitaire que les émigrés sont unanimement résolus à encourager.

6) — Approuver le projet de loi modifiant l'article 5 du décret législatif No. 196 du 24 Juillet 1942, en vertu duquel l'émigré libanais n'est plus obligé d'avoir une autorisation spéciale pour acquérir des biens immobiliers au Liban.

9 MILLIONS POUR LE PORT DE TRIPOLI

Le ministère des travaux publics a demandé au ministère de l'Intérieur d'avancer une somme de 9 millions de livres, sur les 25 millions du Budget extraordinaire, pour couvrir les frais d'agrandissement et le modernisation du port de Tripoli.

Ces travaux dureront 4 années et permettront l'aménagement d'une zone franche importante qui pourrait être utilisée par l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et les Indes.

LES AGRUMES DU LIBAN SUR LES MARCHES EUROPEENS

Le ministère de l'Economie nationale avait chargé l'expert agricole et économique M. Fouad Saadé, lors de son récent voyage en Europe, d'étudier sur les lieux les possibilités d'écoulement de nos agrumes et de lui soumettre à son retour un rapport circonstancié sur la question.

M. Fouad Saadé, qui est rentré à Beyrouth après s'être acquitté de cette mission, a remis le rapport demande au colonel-général Nofal, ministre de l'Economie nationale.

M. Saadé y souligne que la France pourrait être le client No. 1 du Liban, son marché pouvant absorber jusqu'à 40 à 44 0/0 de la totalité de la production libanaise. L'Angleterre, la Suisse, la Belgique et la Hollande pourraient être également d'intéressants clients. Les trois derniers pays désignés sont ce-

pendant portés à se fournir en Italie en raison des communications rapides existant entre eux et la Péninsule.

Des avantages matériels substantiels seraient assurés aux agriculteurs libanais le jour où l'on attribuerait à l'exportation des oranges libanaises à destination de la France, de l'Angleterre et des autres pays, tout l'intérêt qu'elle mérite.

POUR UNE RAFFINERIE DE PETROLE FRANÇAISE A TRIPOLI

M. Hamid Frangié, ministre des Affaires Etrangères, a reçu M. Algrin, délégué de la Cie Française des Pétroles.

L'entretien avait pour objet le projet de création d'une raffinerie française de pétrole au Liban, à l'instar de celle qui sera construite par les compagnies américaines.

M. Frangié a été mis également au courant de la marche des travaux de forage entrepris dans la région de Terbol. Une profondeur de 800 mètres a été atteinte jusqu'à présent. On n'espère pas rencontrer la nappe de pétrole avant les 1.500 mètres.

LE LIBAN AU CONGRES AGRICOLE DU MOYEN-ORIENT

Le ministère de l'Agriculture a reçu de M. Mahmoud Hahnauoï pacha, conseiller de l'UNRRA dans le Moyen-Orient, qui se trouve actuellement à Genève, un télégramme par lequel le Liban est invité à participer au congrès que cette organisation tiendra en Suisse en vue d'examiner les possibilités de développement de la production agricole dans les pays du Moyen-Orient.

UN EXPERT SUEDOIS POUR L'ESTIVAGE ET LE TOURISME

Le Gouvernement a l'intention de faire appel à un expert suédois pour les questions de l'estivage et du tourisme.

D'autre part, la commission parlementaire de l'Estivage et du Tourisme a adressé au Ministère de l'Economie nationale une communication lui suggérant la transformation du service de l'Estivage et du Tourisme en direction administrative parfaitement équipée et assistée d'experts étrangers.

Irak

NOUVELLE REGLEMENTATION DU COMMERCE EXTERIEUR

Exposant les principaux aspects de la nouvelle réglementation du commerce extérieur de l'Irak, M. Saleh Jabre, président du Conseil, a déclaré notamment:

"Le nouveau régime vise en premier lieu au rétablissement total de la liberté du commerce des produits, essentiels tels que: cotonnades, matériaux de constructions, thé, café. Nous avons tenu d'autre part à limiter l'importation des articles de luxe et

autres produits non indispensables.

"En ce qui concerne l'exportation, celle-ci est de nouveau libre et illimitée pour tous les produits locaux à l'exception du blé, du riz et du samné; ce qui nous permettra de nous procurer des quantités substantielles de devises rares nécessaires à l'importation des marchandises essentielles à la consommation de l'Irak".

REAPPARITION DES PRODUITS FRANÇAIS

On enregistre la réapparition sur le marché local de divers produits de fabrication française, notamment des boissons alcooliques, des voitures et d'autres produits de luxe, importés en échanges de dattes confites irakiennes.

NATIONAL BANK OF EGYPT

Situation au 31 Mai 1947

publiée en conformité de l'Article 8 des Statuts.

SERVICE D'EMISSION DE BILLETS DE BANQUE

	L.E.
Or	6.375.874
Titres et "Treasury Bills" des Gouvernements Egyptien et Britannique	132.624.126
	139.000.000
	L.E.
Billets émis	139.000.000
	L.E. 139.000.000

SERVICE DE BANQUE

	L.E.
Titres d'Etat et Titres garantis par le Gouver- nement Egyptien	173.205.907
Titres Divers	437.026
Avances sur Marchandises	961.290
Avances sur Titres	398.704
Autres Avances	1.234.703
Effets Escomptés	394.302
Immeubles	75.000
Placements à courtes échéances	14.699.100
Comptes Banques	18.390.695
Comptes Divers	7.304.170
Encaisse :	
Billets de la N.B.E.	7.894.077
Autres Billets & Espèces	178.883
	8.072.960
	L.E. 225.173.857
	L.E.
Capital (300.000 Action de £10 chacune, entière- ment libérées)	2.925.000
Fonds de Réserve :	
Réserve Statutaire	1.462.500
Fonds de Prévoyance	1.462.500
Comptes-Courants, Dépôts et autres	78.136.510
Gouvernement Egyptien	88.388.417
Gouvernement du Soudan	1.264.972
Chèques et Effets à payer	338.690
Comptes Banques	39.412.074
Comptes Divers	11.783.194
	L.E. 225.173.857

LA CONFERENCE DES CEREALES

ET LA SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE POUR LA CAMPAGNE 1947-1948

par François CORONAT

En juillet, s'est tenue à Paris la Conférence mondiale des Céréales. Il s'agissait de faire le bilan des ressources disponibles dans le monde en céréales et de les confronter avec les demandes présentées par les diverses nations. Après avoir étudié ressources et besoin, la Conférence a émis un certain nombre de vœux destinés à améliorer la situation générale.

LES RESSOURCES

D'après les renseignements recueillis aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et après évaluation des autres ressources éventuelles, la quantité totale de céréales exportables du 1er juillet 1947 au 30 juin 1948, pourra atteindre vraisemblablement 32 millions de tonnes dont 25 millions de tonnes de blé et 6.500.000 tonnes de grosses céréales. Le tableau suivant donne le détail des disponibilités par pays.

QUANTITES DISPONIBLES A L'EXPORTATION

du 1er Juillet 1947 au 30 Juin 1948

(en milliers de tonnes longues (1))

Pays	Céréales diverses	Blé et sécale	Grosses céréales
Argentine	5.500	2.000	3.500
Australie	1.650	1.6000	50
Canada	8.000	7.500	500
Etats-Unis	14.500	13.000	1.500
Autres Pays	2.500	1.400	950
Total	32.000	25.500	6.500

(1) — Une tonne longue égale 1.016 kgs.

Au cours de la Conférence, le représentant de l'Australie fit savoir que, suivant des informations qu'il venait de recevoir de son pays, les disponibilités en blé exportables pour la prochaine campagne pouvaient être estimées à 1.850.000 tonnes. Ce chiffre présente donc une augmentation de 200.000 tonnes sur les évaluations communiquées antérieurement au Conseil International de la Crise Alimentaire. Le délégué américain fit remarquer que les ressources américaines disponibles pour l'exportation représentaient un maximum, limité surtout par les possibilités de transport. Il fut remarqué que si les produits alimentaires exportés par les Etats-Unis étaient chargés sur les wagons de marchandises, le convoi ainsi composé aurait une largeur équivalente à trois fois la largeur de l'Atlantique entre les rives de 14 millions et demi de tonnes est donc un chiffre maximum qui ne pourra pas être dépassé.

LES BESOINS

D'après les rapports adressés au Conseil International de la Crise Alimentaire, les besoins d'importation manifestés par les différents pays atteignent un total de 50 millions de tonnes, soit 44 millions de tonnes de céréales panifiables et 6 millions de tonnes de céréales fourragères. Pour la campagne précédente, les besoins manifestés ne s'élevaient qu'à 38 millions de tonnes. Il faut remarquer le montant excessivement élevé des besoins mondiaux. 50 millions de tonnes représentent en effet le chargement de 6.000 navires, soit une expédition de 500 navires par mois. La valeur correspondant à cette quantité de céréales serait de 6 milliards de dollars.

Il faut observer cependant que les demandes de certains pays ont été exagérément gonflées; ces pays ont cru probablement que s'ils présentaient des demandes excédant largement leurs besoins réels, les quantités qui seraient mises en fait à leur disposition seraient voisines de leurs besoins. De plus, les plans qui ont été prévus pour la reconstitution du cheptel affectent les demandes d'importation puisqu'ils mettent une partie de la production nationale à la disposition du bétail. De même,

les modifications proposées dans les stocks, les taux de blutage et la consommation de pain ont majoré considérablement le montant des demandes. Dans l'ensemble, les demandes ont été majorées de 1.200.000 tonnes pour l'augmentation de la ration de pain ou la diminution du taux de blutage, et de trois millions de tonnes pour l'augmentation des stocks de soudure. On enregistre également une demande supplémentaire de 2.500.000 tonnes pour l'alimentation du bétail. En définitive, il semble que la demande mondiale pourrait être ramenée sans grands dommages à 44 millions de tonnes.

Pour améliorer la situation du ravitaillement mondial, la Conférence des céréales a proposé aux différents gouvernements intéressés, un certain nombre de recommandations.

LES RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE MONDIALE

Les recommandations de la Conférence mondiale portent principalement sur l'augmentation de la production, la collecte des céréales et les rapports de prix.

Pour pallier la pénurie mondiale de céréales, la Conférence recommande tout d'abord que les efforts maxima soient faits dans tous les pays pour augmenter la production. Comme la production dépend des moyens de production: engrais, semences, machines agricoles et autre matériel, la conférence recommande que l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (F.A.O.) ou le Conseil International de la Crise Alimentaire fassent tous leurs efforts pour accroître la coopération internationale dans ce domaine.

Mais l'augmentation de la production ne suffit pas. Il faut améliorer la collecte des céréales. Et cette organisation de la collecte doit être améliorée et renforcée à la fois dans les pays excédentaires et dans les pays déficitaires, de manière à assurer le maximum d'approvisionnement pour la consommation indigène ou pour l'exportation vers les pays déficitaires.

La Conférence recommande à tous les pays importateurs qui ne l'ont pas encore fait d'instituer immédiatement des réglementations tendant à la collecte de l'intégralité de la production indigène des principales céréales. A l'exception toutefois des quantités qu'il est nécessaire de laisser à la ferme pour les semences et de celles qui peuvent être retenues par le producteur pour sa famille et ses ouvriers, sous réserve du système de rationnement en vigueur. Le délégué de la Pologne fit remarquer à cet égard qu'il était très difficile pour les pays de petite propriété d'organiser un rationnement sérieux à la campagne. Il faudrait mettre au point des méthodes de collecte basées sur une sorte de troc entre produits fermiers et produits industriels pour être sûr que toute la récolte disponible est bien livrée.

Pour encourager ces livraisons, la Conférence recommande encore de réglementer les prix de telle sorte que la production du bétail ne soit pas favorisée par rapport à la production des céréales. Les rapports entre les prix des diverses espèces de céréales et ceux du bétail doivent encourager au maximum les producteurs à commercialiser les céréales panifiables. Il faut éviter absolument que les céréales panifiables soient données aux animaux.

La Conférence recommande en outre de ne pas augmenter les rations de pain, de contrôler la distribution de tous les produits alimentaires à la base de céréales, de réduire au minimum l'emploi des céréales dans la fabrication des boissons, de la levure et de l'amidon. Elle préconise enfin de ne pas chercher à maintenir des stocks de fin de campagne qui dépassent le niveau minimum considéré comme strictement nécessaire. Si toutes ces mesures sont appliquées avec bonne volonté de la part des gouvernements intéressés, la pénurie mondiale de céréales se trouvera atténuée.

Dans l'économie grecque

IL est un aspect de la Grèce qui, aux yeux de l'opinion mondiale, se trouve dans l'ombre: c'est la Grèce travailleuse qui, petit à petit, reconstruit son patrimoine détruit par la guerre. Cette Grèce, jeune et vigoureuse ne trouve pas crédit auprès de la presse internationale parceque, en ligne générale, les mauvaises nouvelles ont toujours le pas sur les bonnes et, qu'alors qu'une échauffourée entre gendarmes et communistes dans un petit village de montagne mérite les honneurs de la première page, le lent effort de millions d'hommes qui cultivent leur champ ou exploitent leurs mines passe inaperçu.

C'est pour combler cette lacune que la Revue Economique et Financière publiera cette page grecque qui régulièrement, donnera aux lecteurs égyptiens des nouvelles de la Grèce d'après guerre qui malgré toutes sortes de difficultés s'achemine lentement peut-être mais sûrement vers la stabilité et la prospérité.

La marine marchande.

Comme tous les pays méditerranéens, la Grèce a toujours été principalement une nation de commerçants et, qui dit commerçant, dit flotte marchande. Celle-ci, avant guerre était l'une des plus importantes du monde et l'économie grecque bénéficiait largement de cet apport constant et qui tendait à s'accroître.

Mais en 1940 la Grèce était à son tour entraînée dans la tourmente et son apport à la cause alliée fut tel que des pertes énormes furent enregistrées dans tous les domaines et surtout dans celui de la marine marchande. La flotte marchande hellénique qui comptait en effet avant guerre (1939) 1.815.876 tonnes de navires, se retrouvait, à la fin des hostilités avec 413.645 tonnes seulement: 52 navires, 375 cargos, 7 grandes unités et 491 voiliers avaient en effet été coulés.

Cette lamentable situation ne désespéra cependant pas les armateurs grecs qui, aidés de leur gouvernement, se remirent courageusement au labeur pour recréer de toutes pièces leur flotte marchande l'une des principales sources de revenus du trésor et de la nation hellénique.

Il fallait au plus vite remplacer les unités perdues et c'est par conséquent à des achats hâtifs que procédèrent les armateurs, aidés de l'Etat.

Nous passerons outre aux innombrables tractations qui eurent lieu, pour arriver tout de suite à la situation telle qu'elle apparaît aujourd'hui.

L'effectif actuel des bateaux de commerce à vapeur s'élève à 164 (pour un total de 740.868 tonnes) auxquels il faut ajouter 60 bateaux pour un total de 430.500 tonnaux, cargos du type Liberty dont livraison fut prise en Amérique.

L'effectif actuel de la marine à vapeur pour passagers s'élève à 14 bateaux représentant un total de 14.994 tonnaux.

Si l'on ajoute un certain nombre d'unités de différentes classes l'on parvient à un total de 241 bateaux et à environ 1.203.589 tonnes. Comme on le voit, on est encore loin du compte; mais tout porte à croire que par suite des excellentes affaires qu'ont faites les armateurs au cours de ces dernières années, il leur sera plus facile de remplacer les navires coulés pendant la guerre et d'en augmenter encore le nombre en sorte qu'à nouveau les navires battant pavillon hellénique sillonneront les océans pour le plus grand profit de leur pays et du commerce international.

Les soieries grecques.

L'industrie de la soie, qui fut un temps des plus florissantes, traverse actuellement une grave crise en Grèce, du fait de la guerre qui est cause de la destruction des magnifiques forêts de mûriers de la Chalcidique et de la Thrace où l'élevage des vers à soie était pratiqué sur une très vaste échelle. D'autre part, après la libération, le Gouvernement hellénique pressé par les exigences budgétaires a dû avoir recours à une politique fiscale très rigoureuse en vue de couvrir partiellement le déficit budgétaire. Aussi l'industrie de la soie, déjà aux abois, a-t-elle vu, en dehors des autres im-

pôts, doubler la taxe de luxe. Pour toutes ces raisons, les matières premières, quoique exclusivement indigènes, coûtent plus cher en Grèce que dans les autres pays producteurs, et la question qui se pose est de savoir si l'Economie Hellénique sacrifiera, de gaieté de coeur, une branche de production qui, mieux comprise et plus judicieusement organisée, pourrait devenir une source intéressante de richesse pour le pays.

Les éponges.

La pêche des éponges est, pour la Grèce, une branche très rémunératrice. Dans toutes les îles où elle s'effectue, elle constitue le gagne-pain de la plupart des insulaires. Avant guerre, la Grèce, y compris le Dodécanèse, disposait pour cette industrie de plus de 300 scaphandres et bateaux spéciaux équipant 4000 hommes dont plus de 1000 scaphandriers. Les éponges pêchées atteignaient environ 120.000 okes et totalisaient la valeur de 220.000 sterling. La pêche de l'année courante s'annonce tout aussi abondante que les autres pêches de l'après guerre, par suite de la richesse des fonds spongifères qui n'avaient pas été exploités pendant toute la durée de la guerre.

La reprise industrielle

L'ensemble de l'industrie hellénique poursuit un gros effort de redressement, certaines branches dépassant même leur production d'avant guerre. D'après le tableau ci-après l'on a une idée très exacte de l'industrie grecque comparée laquelle était en 1939 (représentée par 100).

Machines 25 0/0. Aluminium 120 0/0. Cuivre 122 0/0. Instruments aratoires 50 0/0. Ciments 46 0/0. Chaux 40 0/0. Cotonnades 75 0/0. Lainages 70 0/0. Soieries 96 0/0. Rayonne 145 0/0. Filés 30 0/0. Minoterie 95 0/0. Pâtes alimentaires 70 0/0. Vins et spiritueux 65 0/0. Brasseries 115 0/0. Levures pour la panification 86 0/0. Engrais chimiques 67 0/0. Verrierie (sauf verre à vitres) 61 0/0. Savons 40 0/0. Produits pharmaceutiques 85 0/0. Cuirs 50 0/0. Tabacs 130 0/0. Electricité (Athènes-Pirée) 132 0/0. Electricité dans les provinces 80 0/0. Mines 13 0/0. Lignite 85 0/0.

Résultats excellents si l'on songe à l'état où se trouvait le pays au lendemain de la guerre résultats qui portent certainement à croire que si on le laissait en paix, ses hommes feraient encore beaucoup mieux.

Commerce.

Selon les données statistiques du Ministère de l'Economie Nationale, le total des marchandises importées de l'Etranger pendant l'année 1946, s'élève à 307.748 tonnes, d'une valeur de Drs. 4⁵.447.665.000, et le total des produits grecs exportés à l'Etranger s'élève à 66.466 tonnes, d'une valeur de Drs. 201.744.051.000.

Comparé à celui de l'année précédente de 1945, le mouvement des marchandises présente à l'importation une augmentation de 1.800 0/0 et à l'exportation une augmentation de 1.900 0/0 (année 1945 importation 17.189 tonnes, exportation 3.587 t.)

Par rapport à l'année 1939 le volume des importations a atteint en 1946 le 12,39 0/0 et celui des exportations le 5,28 0/0 (année 1939 importation 2.483.560 t. exportation 1.256.814 t.). Le premier rang dans les importations de 1946 revient aux Etats-Unis d'Amérique avec 55.074 tonnes d'une valeur de Drs. 100.408.964.000. Viennent ensuite la Turquie avec 48.091 t. d'une valeur de Drs. 67.087.762.000; l'Egypte avec 36.116 t. d'une valeur de Drs. 50.307.966.000, la Grande-Bretagne avec 18.759 t. d'une valeur de Drs. 35.728.810c l'Argentine avec 7.798 t. d'une valeur de Drs. 29.662.156.000; la Suède avec 39.705 t. d'une valeur de Drs. 18.906.225.000 etc.

Circulation fiduciaire.

En date du 30 juin, la circulation de billets de banque était de Drs. 690.452.020.500 contre une réserve d'or et de change de Drs. 1.122.637.005.251 soit une couverture de 162,59 0/0.

DOCU

MEMORANDUM DU COMITE DE COOP

Objet et programme des travaux en vue de

Le projet révisé ci-joint, présenté par la délégation britannique, a été adopté par

INTRODUCTION

Le présent mémorandum a pour objet d'établir le plan des travaux et d'indiquer dans leurs grandes lignes la nature des éléments d'information nécessaires pour faciliter la rédaction d'un rapport d'ensemble, et la base sur laquelle ils doivent se fonder:

1) sur les efforts que les différentes nations européennes ont accomplis ou se proposent d'accomplir pour surmonter les difficultés dues à la guerre;

II) sur l'appui qu'elles se sont accordé ou sont décidées à s'accorder les unes aux autres pour reconstituer une économie européenne prospère, participant avec toutes ses ressources au développement du commerce mondial;

III) sur l'aide extérieure minimum dont elles ont besoin pour atteindre cet objectif.

Les paragraphes I, II et III se rapportent à l'analyse des difficultés dues à la guerre, des efforts déjà accomplis pour les surmonter et de la contribution que chaque pays a apportée jusqu'à présent à la reconstruction des autres pays européens.

Le paragraphe IV concerne les efforts que chaque pays se propose d'accomplir au cours de la période envisagée pour développer l'utilisation de ses capacités de production et ses ressources fondamentales.

Les paragraphes V, VI et VII ont pour objet de permettre l'établissement d'un bilan des besoins et des ressources de l'Europe, compte tenu de l'effort de production mentionné ci-dessus. La balance représente l'importance de la contribution extérieure nécessaire, tant en ce qui concerne les produits qui sont essentiels pour chaque pays participant, tels que: combustibles et énergie, acier, produits alimentaires et moyens de transport, qu'en moyens de paiement.

Le paragraphe VIII porte sur les mesures que les pays participants entendent appliquer pour réduire cette aide extérieure au minimum et permettre à l'Europe de jouer son rôle dans le rétablissement des échanges internationaux et le développement de la prospérité mondiale.

Le paragraphe IX traite de l'intérêt qu'il y a à assurer aussi rapidement que possible dans les territoires des pays participants la pleine utilisation de la capacité de production existante.

Les paragraphes X et XI traitent respectivement des principes et de la procédure à appliquer dans l'établissement des évaluations. Le paragraphe XII est consacré au traitement des territoires d'outre-mer.

I — DIFFICULTES DUES A LA GUERRE

Il y aurait lieu de fournir un exposé des difficultés auxquelles les différents pays ont eu à faire face en raison, par exemple:

1o) Des destructions et des difficultés dues à la guerre, du manque de denrées alimentaires, de matières premières, d'équipement et de moyens de transport.

2o) De la désorganisation des rapports normaux entre les divers secteurs de l'économie nationale, en particulier des difficultés que présentent les échanges de marchandises et de services entre les villes et les campagnes.

3o) Du bouleversement des courants commerciaux internationaux traditionnels et en particulier de l'impossibilité dans laquelle se trouvent de nombreux pays de se procurer en quantité suffisante du charbon et des matières premières fondamentales.

II — ANALYSE DES EFFORTS ACCOMPLIS JUSQU'ICI

Il y aurait lieu d'indiquer ce que chaque pays a réalisé pour sa propre reconstruction et le développement de ses productions essentielles. Pour cela, il faudra préciser:

1o) Les objectifs fixés

2o) Les résultats obtenus au 1er juillet 1947

3o) Les méthodes et moyens mis en oeuvre

4o) Les difficultés rencontrées

dans les secteurs relevant des quatre Comités techniques, ainsi que dans les autres domaines essentiels que le Comité de Coopération jugera bon d'indiquer.

III — CONTRIBUTION APPOURTEE JUSQU'ICI PAR CHAQUE PAYS A LA RECONSTRUCTION DES AUTRES PAYS

Les rubriques à retenir sont les suivantes: contributions à l'UNRRA et aux secours aux populations civiles, crédits et autres secours consentis et reçus, exportations à destination d'autres pays européens de produits alimentaires, combustibles et énergie et matières premières essentielles, ainsi que des principaux biens d'équipement, reconstruction des transports internationaux, émigration, facilités de circulation pour les personnes.

IV — EXPOSE DES PROGRAMMES NATIONAUX ENVISAGES POUR LA PERIODE ALLANT DE 1947 A 1951

On se limite aux secteurs relevant des quatre Comités techniques et à toutes autres questions essentielles que le Comité

DU CHARBON ALLEMAND

par François

Treize pays européens ont bénéficié en 1946 des exportations de charbon allemand. Mais ces exportations ont été très inférieures à celles de l'avant-guerre: leur moyenne mensuelle s'est élevée à 11,2 o/o de la production totale tandis qu'en 1937, la Ruhr, à elle seule, exportait 31 o/o de son charbon. La comparaison des chiffres actuels avec ceux de 1937 fait apparaître une augmentation considérable de la consommation propre des mines. Le pourcentage de charbon utilisé dans les mines passe de 14 o/o de la production totale en 1937 à 20,7 o/o en 1946, ce qui paraît confirmer l'hypothèse de soustractions frauduleuses sur le carreau même des mines. D'après certaines estimations on pense que le tonnage détourné du circuit normal s'élèverait à 150.000 tonnes par mois environ. Quoiqu'il en soit les quantités exportées en 1946 ont atteint 11.775.000 tonnes se répartissant comme suit :

Importation de charbon allemand.		
Pays	Quantité en 1.000 T.	% du total des Exportations
France	3.365,6	28,5
Pays-Bas	1.625,2	13,8
Belgique	1.615,1	13,8
Danemark	1.482	12,6
Luxembourg	1.430,2	12,1
Norvège	633,5	5,4
Italie	595,9	5
Autres pays	1.028,1	8,8
	11.775	100

Jusqu'à la conférence de Moscou, aucun pourcentage de la production allemande n'était fixé pour l'exportation. Les chiffres des contingents réservés à la consommation allemande étaient proposés par l'état-major technique (Technical Staff) à l'examen de l'European Coal Organisation (E.C.O.) qui siège à Londres. Après accord entre les deux organismes, les quantités restant disponibles pour l'exportation étaient réparties par l'E.C.O. entre les pays bénéficiaires. Depuis septembre dernier, les Anglo-Saxons réduisent les contingents exportés pour éviter une paralysie économique des zones occidentales. Les contingents ont été diminués de 150.000 tonnes en octobre et de 200.000 tonnes en novembre. C'est pour ce dernier mois que les exportations ont atteint leur niveau le plus bas soit 625.000 tonnes. Elles remontaient à 800.000 tonnes en décembre pour retomber au cours des mois suivants: en avril, elles n'étaient encore que de 675.000 tonnes. On prévoit plus de 800.000 tonnes pour mai et plus d'un million de tonnes pour juin. Mais ces tonnages ne sont pas supérieurs à ceux de 1946. Les accords de Moscou n'envisagent une

MENT

ERATION ECONOMIQUE EUROPEENNE

l'élaboration d'une réponse à M. Marshall

Comité de Coopération économique européenne dans sa séance du 19 juillet 1947

de Coopération pourra juger bon d'indiquer. Parmi ces dernières, devrait figurer celle du bois d'oeuvre, qu'il y aurait lieu de ranger parmi les matières premières-clés, en particulier en ce qui concerne la construction d'habitations. L'exposé devrait préciser:

1o) les objectifs et les plans d'action pour les années à venir jusqu'à la fin 1951;

2o) les moyens nécessaires;

3o) les difficultés fondamentales à surmonter.

Les évaluations et les plans d'action qui ont trait au point 1) ci-dessus devront être, autant que possible, particulièrement complets et détaillés pour 1948 et 1948. On reconnaît qu'ils seront évidemment de moins en moins précis pour les dernières années de cette période. Dans certains cas, le tableau de l'évaluation pourra être incomplet si l'on ne va pas au delà de 1951.

ND POUR L'EUROPE ?

CORONAT

augmentation des exportations que si les tonnages de production augmentent dans des proportions sensibles.

D'après les accords de Moscou, la répartition et l'exportation du charbon allemand produit dans les zones occidentales sont désormais fixées à des pourcentages bien déterminés. A partir du 1er juillet, et pendant six mois, le pourcentage réservé à l'exportation sera de 21 o/o si la production atteint 280.000 tonnes par jour et de 25 o/o si la production atteint 370.000 tonnes par jour. La situation devra être reconsidérée si la Sarre est intégrée au système économique français, car il en résulterait pour la France un apport net du charbon sarrois qui est actuellement mis en pool.

Les pourcentages précités doivent s'appliquer au disponible marchand, c'est-à-dire à la production nette après lavage, déduction faite de la consommation propre des mines. Or, 280.000 tonnes de production nette représentent 201.000 tonnes de disponible marchand; et 370.000 tonnes représentent 266.000 tonnes de disponible marchand. Le premier stade permettrait 42.000 tonnes par jour, le second 66.500 tonnes, soit encore 1.055.000 tonnes, et 1.662.000 tonnes par mois.

On peut atteindre le chiffre de 280.000 tonnes de production nette par jour au 1er juillet. La production actuelle oscille entre 265.000 et 270.000 tonnes; la part de la France (28%) passerait donc de 280.000 tonnes en juin à 295 ou 300.000 tonnes en juillet; elle atteindrait éventuellement 465.000 tonnes dans la seconde hypothèse. Mais la réalisation de cette dernière condition ne paraît pas devoir être atteinte avant le second semestre de 1948. Remarquons, en ce qui concerne les tonnages indiqués, que l'on ne peut donner que des ordres de grandeur, car le pourcentage du disponible marchand augmente dans une proportion plus grande que la production nette puisque la consommation des mines n'est pas absolument proportionnelle à la production.

On peut conclure, en définitive, que les livraisons de charbon allemand aux pays européens ne sont pas destinées à augmenter rapidement dans de sensibles proportions. On ne peut oublier en effet qu'il existe des besoins intérieurs allemands minima qu'on ne peut restreindre sous peine d'entraver l'activité économique et l'alimentation du pays. C'est ainsi que l'insuffisance des fournitures de charbon aux usines d'engrais chimiques ont provoqué une insuffisance notable d'engrais dans l'agriculture qui a nu considérablement aux récoltes — c'est pourquoi des importations de céréales ont dû être effectuées dans les zones anglo-saxonnes et françaises. L'argument n'est d'ailleurs pas décisif, et l'on peut se demander s'il ne serait pas préférable de rétablir tout d'abord intégralement le potentiel industriel des pays vainqueurs avant de satisfaire les bassins allemands, quitte à importer les produits indispensables à la vie de la population.

V — DEFICITS ET EXCEDENTS EN DENREES ALIMENTAIRES ET MATIERES PREMIERES

Il sera nécessaire d'établir pour chaque pays un bilan de ses ressources et de ses besoins en ce qui concerne les produits de première nécessité qui relèvent des travaux des Comités techniques et de tous les sous-comités (y compris le bois) qui pourront être constitués par le Comité de Coopération. Dans la mesure où les Comités et sous-comités techniques le jugeront opportun, les produits de première nécessité devront comprendre les moyens de production. Ceci implique la détermination:

a) des déficits à couvrir par les importations;

b) des surplus exportables en distinguant, si possible, les quantités disponibles dans chacun des pays participants, pour l'exportation à destination des autres pays participants au Comité de Coopération.

En général, il devrait suffire que chaque pays fit une déclaration globale de ses besoins pour chaque produit de première nécessité; mais il peut être indispensable, par exemple pour le charbon, que les pays en indiquent certaines des principales utilisations finales. Il devra être tenu compte des disponibilités en main-d'oeuvre de chaque pays et de la politique d'immigration et d'émigration qu'il pratique.

VI — BESOINS D'IMPORTATION ET POSSIBILITES D'EXPORTATION EN MATIERE DE BIENS D'EQUIPEMENT

Il sera nécessaire de définir avec précision les biens d'équipement dont l'importation est indispensable pour atteindre les objectifs indiqués au parag. IV et de déterminer les approvisionnements qui seraient disponibles pour répondre à ces besoins par prélèvements sur les ressources propres des pays membre du Comité de Coopération. Il appartiendra aux Comités compétents de définir les catégories de biens d'équipement qui seraient ainsi spécifiées.

VII — BALANCE DES PAIEMENTS

Un Comité d'experts sera chargé d'examiner quelles sont les questions relatives à la balance des paiements et aux autres éléments de la situation financière extérieure de chaque pays qui devraient être étudiées dans le rapport final.

Il soumettra ses conclusions au Comité de Coopération afin de recevoir les directives de ce dernier pour l'établissement de la partie correspondante du rapport final.

VIII — COOPERATION EUROPEENNE

L'objet des études entreprises conformément aux paragraphes précédents sera de montrer les efforts que les pays se proposent de faire pour réduire au minimum l'aide extérieure nécessaire et pour mettre l'Europe en mesure de jouer le rôle qui lui revient dans le rétablissement des échanges internationaux et le développement de la prospérité mondiale.

IX — UTILISATION DE LA CAPACITE EXISTANTE DE PRODUCTION

En traitant les problèmes qui se posent dans leurs domaines respectifs, et en examinant les évaluations qui leur seront présentées, les Comités et sous-comités techniques tiendront compte de l'importance primordiale que revêt l'utilisation de la capacité existante de production à l'intérieur des territoires des pays participants et de l'urgence qu'il y a à envisager cette production.

X — PRINCIPES A APPLIQUER DANS L'ETABLISSEMENT DES EVALUATIONS

Il y aura lieu de tenir compte, dans l'établissement des évaluations relatives à la production, à la consommation, aux importations et aux exportations (paragraphes IV, V, VI et VII ci-dessus), des considérations suivantes:

a) On admettra, sous réserve des alinéas b) et c) ci-dessous, que le volume des importations n'est limité ni par la pénurie de devises, ni par la possibilité, pour les pays participants, d'effectuer entre eux des paiements en monnaie acceptable.

(SUITE EN PAGE 22)

NOUVELLES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE L'ETRANGER

LA PRODUCTION MONDIALE DE COTON

D'après la revue "Cotton", la production mondiale de coton pour la campagne 1946-47 est évaluée à 21.500.000 balles contre 20.650.000 pour la campagne précédente. Ces deux chiffres sont les plus faibles relevés depuis 23 ans, la moyenne annuelle d'avant-guerre étant de 31 millions de balles.

Les superficies plantées en coton ont passé de 56.420.000 acres en 1945-46 à 58.480.000 acres en 1946-47.

Les accroissements les plus sensibles sont enregistrés en Egypte, au Brésil et en URSS.

LE COMMERCE TURCO-ROUMAIN

"Je ne vois pas pour le moment la possibilité de procéder à des échanges commerciaux entre la Turquie et la Roumanie", a déclaré à son arrivée à Istanbul le ministre de Turquie à Bucarest, M. Houlousi Fouat Togay.

"Cette impossibilité ne provient pas, a-t-il ajouté, d'un manque de marchandises à échanger, et il est certain que la situation géographique des deux pays est de nature à favoriser des échanges entre eux..."

Cette déclaration du ministre de Turquie à Bucarest a renforcé dans les milieux économiques turcs la conviction que l'URSS fait pression sur les pays situés dans sa zone d'influence pour les empêcher d'entretenir des relations commerciales avec la Turquie.

LES RAISINS ET LES FIGES DE L'EGEE

Les premières ventes de la nouvelle récolte de raisins et de figes de la région de l'Egée viennent d'être effectuées.

Les prix varient entre 75 et 80 piastres le kilo pour le raisin et entre 40 et 45 piastres pour les figes.

LE WOLFRAM ESPAGNOL

Selon la revue économique mondiale, l'exploitation du wolfram a repris à un rythme important en Espagne. Les travaux ont recommencé dans certaines mines qui avaient été depuis longtemps abandonnées.

Une augmentation de prix se fait sentir non seulement sur le marché international, mais aussi en Espagne. Cette augmentation est de l'ordre de 80 0/0. On croit savoir que le récent accord commercial hispano-italien comportant un envoi en Italie de 550 tonnes de wolfram est un des facteurs principaux ayant influé sur la hausse des prix.

PLUS DE RESTRICTIONS A L'EXPORTATION AUTOMOBILE AUX ETATS-UNIS

M. George Romney, représentant des constructions automobiles américaines, qui effectue une tournée d'inspection en Europe, a déclaré à Londres que le contingentement des exportations automobiles a été aboli aux Etats-Unis.

Désormais toutes les voitures fabriquées aux Etats-Unis pourront être exportées, alors que depuis la guerre 6 0/0 seulement du total de la production automobile étaient réservées pour l'étranger.

LA CRISE DE LA GRANDE-BRETAGNE A UNE IMPORTANCE MONDIALE

Mr. J.H. Hofmeyr, ministre des Finances Sud-Africain, s'adressant à une réunion du Parti Uni à Johannesburg le 6 août, a déclaré "L'Afrique du Sud entière a un intérêt non seulement sentimental mais réel dans l'issue de la crise présente en Grande-Bretagne.

Les problèmes qui ont assailli la Grande-Bretagne ne sont pas des problèmes uniquement britanniques ou du Royaume Uni. Le succès ou l'échec de l'Angleterre dans sa façon d'aborder ce problème est d'importance capitale pour une grande partie du monde. Nous sommes de nouveau en pleine crise et cela peut prendre beaucoup de temps jusqu'à ce que nous en sortions"

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

Voici le bilan de la Banque d'Angleterre, arrêté au 13 août, en milliers de livres:

Dépôts de banques	294.890 plus 15.241
Valeurs gouvernementales	342.571 plus 7.576
Encaisse métallique	40.843 plus 9.888
Billets en circulation	411.772 moins 9.952

LA NOUVELLE MONNAIE ROUMAINE

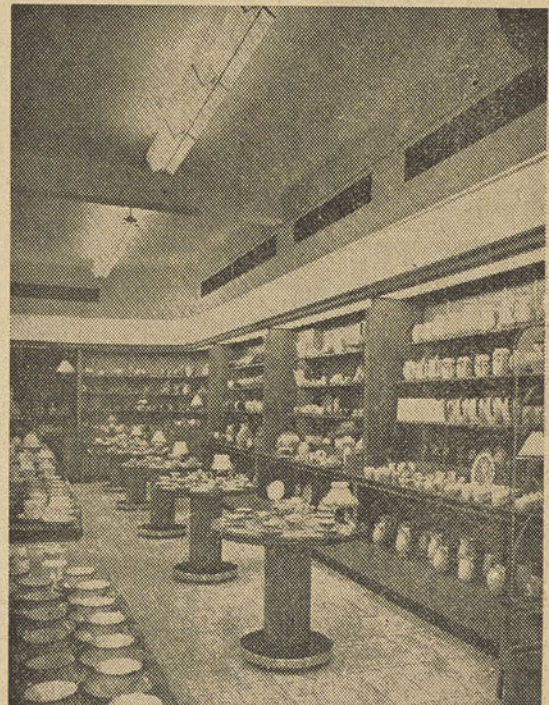
La nouvelle monnaie roumaine a été mise en circulation 20.000 lei actuels seront échangés contre un lei de la nouvelle monnaie.

Il ne sera échangé qu'un million et demi de lei par personne, à l'exception des fonctionnaires et salariés, qui pourront échanger 3 millions de lei. Les agriculteurs pourront également échanger trois millions de lei.

Le prix de l'or a été fixé à 168.350 lei, 17.

ECHANGES COMMERCIAUX SYRO-YOUGOSLAVES

Une offre yougoslave de sucre blanc à un shilling 8 pences le kilogramme est parvenue au gouvernement syrien. En échange, la Yougoslavie désire recevoir des denrées alimentaires (orge, maïs) et des graines de ricin.



PHILIPS TL
LAMPES FLUORESCENTES

La nouvelle lumière!

AGENT EXCLUSIF: GIACOMO COHENCA FILS S.A.E.
LE CAIRE - ALEXANDRIE - PORT-SAID

LES CONVERSATIONS SUR LE PRET ANGLO-AMERICAIN

Les experts anglais et américains ont commencé lundi dernier leurs conversations au sujet d'une revision éventuelle de l'accord financier et commercial conclu entre les gouvernements britannique et américain l'an dernier. La conférence qui se déroule à huis clos au Département de la Trésorerie a été consacrée, il y a quelques jours, aux questions organisationnelles et procédurales.

Dans un bref communiqué publié à l'issue de la réunion, la Trésorerie a déclaré que "les experts britanniques ont esquissé, d'une façon générale, les développements économiques en Grande-Bretagne depuis la signature des accords sur le prêt. Les dispositions pour les discussions techniques ont été mises au point et les conversations se poursuivront demain après midi..."

La délégation américaine est présidée par M. John Snyder, Secrétaire à la Trésorerie et comprend également M. Levett, Secrétaire d'Etat p.i. ainsi que M. Thorp Secrétaire d'Etat adjoint, M. David Bruce, Secrétaire adjoint au Département du Commerce et plusieurs représentants de la Federal Reserve Board et de l'Export-Import Bank. Quant à la délégation britannique, elle est présidée par Sir Wilfred Eady de la Trésorerie Britannique. Cameron Cobbold, gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre, se joindra bientôt aux conversations.

LES CONVERSATIONS DURERAIENT PLUS QU'UNE SEMAINE

Bien qu'aucune mention n'ait été faite au sujet de l'ordre du jour de la conférence, les officiels de la Trésorerie s'attendent à ce que les conversations durent bien plus qu'une semaine.

En raison des conditions économiques de la Grande-Bretagne, on s'attend à ce que les conversations anglo-américaines actuelles sur l'augmentation de la production de la Ruhr soient discutées.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE

Le commerce extérieur de la France s'est élevé pour les 7 premiers mois de 1947 à :

(en millions de francs)

	Importations	Exportations
	196.096	124.520
Etats-Unis	53.943.130.000	3.563.915.000
Grande-Bretagne	6.243.603.000	7.856.455
Suisse	4.927.149.000	8.341.351.000
Union belgo-luxembourg.	9.159.460.000	15.374.555.000

L'INDUSTRIE LAINIERE FRANÇAISE ET L'EXPORTATION

Coupée du reste du monde pendant toute l'occupation, l'industrie lainière française s'est efforcée, dès la Libération, de retrouver ses anciens débouchés.

Bien que les immenses besoins intérieurs aient retardé l'essor de l'exportation lainière jusqu'au deuxième semestre de l'année 1946, les exportations de cette industrie pour l'année écoulée ont cependant dépassé le chiffre de 7 milliards 300 millions de francs, soit environ 30 0/0 de la valeur globale des exportations textiles de 1946.

A s'en tenir aux résultats actuellement connus, les exportations lainières paraissent avoir progressé depuis le début de 1947 à un rythme satisfaisant.

Pour les 5 premiers mois, la valeur des exportations dépasse 7.226 millions contre 895 millions pour la période correspondante de 1946.

Le problème des exportations est capital pour l'industrie lainière française, puisqu'elles permettent de financer ses importations de matières premières.

La solution des difficultés qu'elle s'attend à rencontrer au cours des prochains mois, paraît essentiellement résider dans l'augmentation de la production pour les produits situés aux stades intermédiaires de transformation (peignes, filés) et, en ce qui concerne l'exportation de tissus dans un effort de qualité.

LA PRODUCTION D'ACIER EN ANGLETERRE

La production d'acier anglaise pour juillet atteint 11.007.000 tonnes contre 13.206.000 le mois précédent et 11.759.000 pour juillet 1946.

La production totale pour les 7 premiers mois de 1947 s'est élevée à 7.040.000 tonnes.

LA PRODUCTION HOUILLERE EN ZONE BRITANNIQUE

La production houillère continue à augmenter en zone britannique depuis l'entrée en vigueur du nouveau plan d'encouragement des mineurs.

Au 11 août, 237.200 tonnes de houille ont été extraites, c'est-à-dire 1.300 de moins que le 21 mars ou 238.500 tonnes. La moyenne la plus forte depuis la capitulation, a été enregistrée quelques jours avant la grève des mineurs. Les techniciens espèrent que la moyenne du 21 mars sera dépassée dans quelques jours.

IMPORTATIONS BRITANNIQUES DE FIL DE LAINE

La Grande-Bretagne autorise l'importation de fil de laine pour tricotage, à condition que cette laine soit du même type que celle autorisée en Grande-Bretagne, et que le prix ne soit pas supérieur au prix anglais.

UNE DELEGATION YOUGOSLAVE A LONDRES

Une délégation yougoslave, chargée de discuter avec la Grande-Bretagne un accord commercial, est arrivée à Londres.

Les premiers entretiens avec la délégation britannique conduite par M. Harold Wilson, sous-secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, ont été fixés au 25 août.

LA FLOTTE COMMERCIALE TURQUE

"Nous assurerons à la flotte commerciale turque une place privilégiée en Méditerranée", a déclaré à la presse le ministre des Communications, M. Chukru Kocchak. "Notre situation géographique s'y prête, a-t-il ajouté, et il ne nous reste qu'à concentrer tous nos efforts dans ce but. Il faut que nous importions et exportions nos marchandises par nos moyens propres".

Le ministre a témoigné sa reconnaissance aux Etats-Unis pour l'aide précieuse qu'ils apportent à la création d'une puissante flotte commerciale turque.

"Les dix bateaux qui viennent de nous être cédés par les Etats-Unis, déclara-t-il, nous ont été vendus à crédit et à des prix de beaucoup inférieurs à leur valeur réelle".

AUGMENTATION DES EXPORTATIONS AMERICAINES DE CHARBON

Les Etats-Unis ont exporté 3.647.287 tonnes de charbon durant le mois de juillet, selon un rapport publié par le Capitaine Granville Conway, Coordinateur des Programme d'Exportations d'Urgence. Près des 88 0/0 de ce tonnage étaient destinés à l'Europe.

Au cours d'une conférence de presse, M. Conway a déclaré que cette quantité sera augmentée en août, atteignant un record.

ALLOCATIONS DE SUCRE

Le Comité international des Vivres a accordé des allocations supplémentaires de sucre aux pays suivants:

Belgique 20.000 tonnes	Arabie Séoudite 2.000 tonnes
Iran 15.000 tonnes	Japon et Corée 6.200 tonnes
Turquie 10.000 tonnes	Suisse et Suède 20.000 tonnes
Eire 18.000 tonnes.	

LA RECOLTE DU BLE AU CANADA

Selon la première estimation du Bureau Fédéral des Statistiques, la récolte de blé au Canada sera inférieure de 62 millions de boisseaux à celle de l'année dernière, qui a été de plus de 240 millions de boisseaux.

Cette baisse a été le résultat de la longue sécheresse dans les provinces de l'ouest canadien.

VERS LA NATIONALISATION DES BANQUES AUSTRALIENNES

Le premier ministre australien annonce l'imminente nationalisation des banques australiennes, ajoutant que les biens des propriétaires et déposants dans les banques privées seraient protégés.

Cette décision a été prise pour mettre des pouvoirs monétaires dans les mains du peuple et faire ainsi face à la crise économique éventuelle.

LES TRANSACTIONS COMMERCIALES EXTERIEURES CHINOISES

Selon les milieux bien informés, le gouvernement a décidé d'abolir le cours forcé de 12.000 dollars chinois pour un dollar américain dans les transactions commerciales extérieures.

Les importations et exportations seront désormais basées sur le cours du marché libre, ce qui équivaut à la légalisation du marché noir du dollar.

Le cours actuel est un peu moins de 40.000 dollars.

LES MARCHES INTERNATIONAUX

BLE

* Dans les premiers mois de 1947, les commerçants opérant sur le marché à terme de Chicago qui détermine le cours mondial du blé, avaient fait monter les prix à plus de 300 cents le boisseau (27,2 kg). Le prix est depuis descendu à 235 cents, et l'on pense qu'il baissera à 200 cents avant la fin de l'année.

Cette dernière hypothèse a pour base la récolte record escomptée aux Etats-Unis, l'augmentation de la production dans les pays importateurs et, d'autre part, la politique du gouvernement anglais contre les prix exagérés.

CEREALES

* Le délégué hindou à l'I.E.F.C. a déclaré que l'Inde cherche à obtenir une allocation spéciale de 78.000 tonnes de céréales américaines, en supplément de ce qui lui a déjà été accordé. En plus, l'Inde demande que l'allocation de céréales pour juillet, août, septembre, soit portée de 600.000 à 900.000 tonnes. Récemment, au cours d'une réunion de l'IEFC, le délégué des Indes a déclaré que la famine était à craindre au cours des quatre prochains mois, à moins que les allocations nécessaires ne soient accordées et livrées avant le mois de septembre. Il a insisté sur les conséquences graves pouvant résulter d'une interruption dans le système de rationnement des Indes.

Le gouvernement de Madras vient de déclarer que la province manquera de 323.000 tonnes de riz et de millet alors que la récolte d'hiver aura été consommée et c'est pourquoi la ration de riz a été diminuée de 340 à 280 grammes. Par ailleurs, le Sind a déclaré qu'il disposait d'un surplus de 168.000 tonnes de riz et de 29.000 tonnes de blé qui seraient attribuées aux provinces déficitaires.

* Le ministre de l'Agriculture des USA a fait savoir que les exportations de céréales et produits dérivés, ont atteint en mai le chiffre record de 66.444.000 boisseaux. De juillet 1946 à mai 1947, 492.915.000 boisseaux ont été exportés dont 351.119.000 de blé et 730.000 environ de farine. Les bénéficiaires de ces exportations ont été l'UNRRA (300.000 tonnes), les zones occupées d'Europe et d'Asie (700.000 tonnes) et pour le reste les pays payant comptant.

* En Egypte, d'après une déclaration d'un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture, les dégâts causés par les charançons portent sur 490.000 hectares sur une superficie totale de culture de 610.000 hectares.

CAFE

* La nouvelle récolte de café de la Colombie a fait son apparition sur le marché, mais en quantité insuffisante. La qualité en est bonne, et même très supérieure à celle de l'année dernière. La Colombie espère exporter cette année 5.700.000 sacs de café, soit 50.000 de plus que l'année dernière.

En mars, les exportations de la Colombie ont porté sur 528.282 sacs dont 506.791 à destination des Etats-Unis, 7.604 sur l'Europe et le reste à destination de divers pays. Ces chiffres portent le montant total des exportations pour le premier trimestre à 1.413.439 sacs contre 1.471.137 pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Les stocks de café des ports colombiens au 10 mai atteignaient 508.096 sacs.

* Les exportations de café du Mexique pour la saison 1945-46 ont atteint 563.307 sacs, en régression de 4 0/0 sur les 584.287 sacs exportés la saison précédente. Les cafés partent dans la proportion de 95 0/0 à destination des Etats-Unis. Cependant, les statistiques des derniers mois accusent une recrudescence des exportations sur l'Europe, en particulier la Suède et la Hollande. Avant la guerre, les Etats-Unis ne recevaient que 59 0/0 des exportations mexicaines, le solde étant partagé surtout entre la France, l'Espagne et l'Allemagne.

* Les chargements de café dans les ports brésiliens se sont montés, en mars, à 1.310.000 sacs contre 1.019.000 sacs en février et 1.274.000 sacs en janvier. Sur ce total, 835.000 sacs ont été chargés à destination des Etats-Unis, 398.000 à destination de l'Europe et 77.000 à destination des pays de l'Amérique latine.

* La dernière estimation de la récolte de café de Costa Rica est arrêtée à 335.500 sacs pour la saison 1946-1947. La production serait donc de 25 à 30 0/0 supérieure à la récolte de l'année précédente. On peut, en conséquence, prévoir des exportations de l'ordre de 270.000 sacs, contre 217.139 l'année dernière.

* Bien que les exportations de café du Nicaragua n'aient cessé d'augmenter depuis 1940, la récolte a marqué au contraire une baisse constante et la récolte de cette année est la plus faible enregistrée, depuis vingt-cinq ans. Elle atteint 21.180 sacs contre 22.000 sacs l'année dernière.

* La production du café dans l'Etat de San-Salvador pour la saison 1946-1947 a atteint 862.500 sacs contre 747.500 sacs pour la saison précédente. Les exportations de café se sont élevées, en 1946, à 805.190 sacs dont 651.701 sacs sur les Etats-Unis.

RIZ

* Au Siam, malgré le contrôle existant dans la province de Chiengrai, de grandes quantités de riz passent en contrebande par la Mae Sai sur le territoire anglais de Thai Khi-tek, où le sac de riz se vend 300 ticaux. De cette localité il est ensuite transporté à Kong-Tung, où le même sac de riz est vendu 80 roupies, soit environ 640 ticaux.

Le riz dans les décortiqueuses de la province de Chiengrai a augmenté de 200 ticaux par sac et tend encore à augmenter par suite de l'écoulement vers la région frontière. La province de Lampang, qui antérieurement recevait de Chiengrai 5 à 6.000 sacs de riz par mois, est maintenant menacée de disette.

* Le ministère de l'Agriculture des Etats-Unis a estimé à 7 milliards de boisseaux de paddy la récolte de 1946-47. Entre, 1936 et 1940, la production mondiale moyenne était d'environ 7.500.000.000 de boisseaux. Elle était tombée à 6.300.000.000 pendant la guerre.

(EXTRAIT DES "MARCHES COLONIAUX").

BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE
EN ÉGYPTE
 SOCIÉTÉ ANONYME EGYPTIENNE

Autorisée par Décret Royal du 30 Janvier 1929

Capital souscrit L.E. 1.000.000
Capital versé L.E. 500.000

Réserves au 1er Juillet 1946 L.E. 125.000

Siège à Alexandrie : 18, rue Talaat Harb Pacha
 Siège Social au Caire : 45, rue Kasr-El-Nil

TRAITE TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

R.C.C. 39 R.C.A. 692



RONSON

LE BRIQUET DE NOTORIÉTÉ MONDIALE

EN VENTE
DANS LES BONNES MAISONS

✓ BUTLER STANDARD PT. 250^g
 ✓ ENGINE TURNED PT. 315

Agents Exclusifs pour l'Egypte et le Soudan : J. GREEN & Co. Caire Alexandrie
 C. R. 25998



PORT-SAID

FROM SEA

15/8/47 :
Esso Providence
Manu
Port Fairy
Irisbank
Ocean Vista
Phoebus
Cairo
Patris
Bent S. Fort
Br. Escort
Sidi Ifni
Laurel Wood
Petrolite
Efthalia

FROM CANAL

15/8/47 :
Brezza
Benj. H. La Trobe
Baron Inchcape
Beecher Island
Zonnewijk
Caroline Maersk
Certinago

Iraq Victory
Treviدير
Quaker Hills

FROM SEA

16/8/47 :
Nettuno
Lee Sang
Algerian
Federico S. Fassio
Br. Glory
Tolis
Concordia

FROM CANAL

16/8/47 :
Exchange
Orion
Hoperidge
Maron
Molino del Ray
Meonia
Gervais
Neritina
Brynje

FROM SEA

17/8/47 :
Wm. Strachan
Empress of Australia
Exempler

Cape Elizabeth
Harpalycus
Tito Campanella
Alexandria
Celtic Monarch
Otranto
Durango
Roul
Virtue
Durness
Hellas

FROM CANAL

17/8/47 :

Br. Lancer
El Hak
Maiden Creek
Br. Commodore
Iliria

FROM SEA

18/8/47 :

Somerset
French Creek
Shakmona
Fouadieh
Rowanbank
Janus
Baltic
Reynolds

La Estancia
Malakand
Barbatia

FROM CANAL

18/8/47 :

D'cto
Steel Chemist
Br. Fern
Sontay
Achille Lauro
Guecho
Paulus Hook
Rina Corrado
Nordness
Br. Fusilier
Dingie Dale

FROM SEA

19/8/47 :

Wm. A. Graham
Wave Monarch
Munkfors
Kjell
Secanus
Emp. Shelter
Teng. No. 1401
Finnamore Hill
Chemung
Terpsichore
Atid
Gervais
Wave Sovereign
Maréchal Joffre
Pansio
Grundel Castle
Epsom
Nikabar

FROM CANAL

19/8/47 :

C. of Durban
Ouachita Victory
Garonne
Wave Regent
Clan Urquhart
Franconia
Ferncourt
Lone Jack

LISTE DES BATEAUX EN PARTANCE D'ALEXANDRIE

DESTINATION	NOM DU BATEAU	AGENTS	DATE
Boston — New York	NEWBERRY VICTORY	Am. Export Lines	27/8
New York — Boston	HAV	Bianchi	27.28/8
Gènes Marseille & U.S.A.	WILLIS VICKERY	American Eastern	1/9
Rhodes Le Pirée Bari	DOLORES	J. Angouras	23/8
Beyrouthm Chypre Turquie Grèce	PAHANG	Barker & Co.	Fin/8
Le Pirée Marseille Gènes	CYRENIA	Cottakis	11/9
Le Pirée Marseille Gènes	CORINTHIA	Cottakis	4 & 25/8
Port Sudan Massawa Aden Djibouti	PORT FOUAD	Michel Xydia	26/8
New York — Boston	STEEL SCIENTIST	American Eastern	24-25/8
Bulgarie	PREMIER MAI	Zehjl & Co.	28/8
Gènes	IRIS	Contomichalos	26/8
Japon	FLYING ARROG	Dilaveri	23/8
France du Nord	EGYPTE	Soc. d'Entreprises	25/8
France du Nord	BREENDONKK	Soc. d'Entreprises	30/8
Limassol Beyrouth Haifa	TERPSICHORE	Xydia	10/9
Le Pirée Gènes Marseille	TERPSICHORE	Xydia	17/9
France Nord Anvers	GUNDA	Bernard	Fin/8
Naples Gènes	BORSI	Adriatica	26/8
Naples Gènes	ARGENTINA	Adriatica	10/9
Tel Aviv Beyrouth Haifa	ARGENTINA	Adriatica	4/9
Tel Aviv Beyrouth Haifa	BORSI	Adriatica	10/9
Singapour Shanghai	ROCKSIDE	Mitchell Cotts	30/8
Londres Hull Anvers	VORIOS HELLAS	Tavoularides	Fin/8
Port Said Haifa Le Pirée	SAMUEL COLT	Scandinavian	24/8
Amérique du Sud	BORELAND	Scandinavian	Fin/8

LISTE DES BATEAUX ATTENDUS A ALEXANDRIE

Mer du Nord — Suède Norv.	GOTLAND	Scandinavian	24/8
Etats-Unis	SAMUEL COLT	Scandinavian	24/8
Mer du Nord — Suède Norv.	BORELAND	Scandinavian	26/8
Suède Norvège	SKOGALAND	Scandinavian	5/9
Etats-Unis	LIBREVILLE	Scandinavian	9/9
France du Nord Rotterdam	GUNDA	Bernard	Fin/8
France du Nord Rotterdam	INGER	Bernard	Début/9
Mer Rouge	PORT FOUAD	Xydia	26/8
France du Nord Anvers	EGYPTE	Soc. d'Entreprises	25/8
France du Nord Anvers	BREENDONK	Soc. d'Entreprises	30/8
Bulgarie	PREMIER MAI	Zehjl & Co.	28/8
Anvers Rotterdam Copenhague	TEXAS	Beja	Fin/8

MARCHANDISES ARRIVEES A L'IMPORTATION

Par le s.s. "Trevaylor", 12/8/47 :
81 B/s Tobacco
200 Bags Coconuts
200 Bags Coconuts
49 B/s Rattans

Par le s.s. "Exhibitor", 12/8/47 :
50 C/s Thé.

Par le s.s. "Alcinous", 14/8/47 :
165 C/s Batteries.
5 C/s Cotton P. Goods
3 C/s Auto parts
4 C/s Pharmaceuticals

Par le s.s. "Glenniffer", 13/8/47 :
2 Vans Mobile Canteen
1 C/s Motor
38 B/s Rattans
20 C/s Rubber

Par le s.s. "Clan Macewair", 11/8/47, de Liverpool :
4 C/s Toys
4 C/s Woollen Tissus
1 C/ Copper wire
4 C/s Toilet
1 C/ Blankets
2 C/s Wool Blankets
1 C/ Electr. Machines.

ASPECTS de la CRISE ANGLAISE

LORSQUE l'emprunt britannique aux Etats-Unis avait été négocié, à la fin de 1945, les Anglais, bien qu'ils aient dû se contenter d'un prêt inférieur à celui qu'ils sollicitaient, pensaient s'être assuré les moyens financiers propres à restaurer l'économie britannique. Que les dollars empruntés aient été bien ou mal utilisés — sujet d'une controverse épineuse entre M. Hugh Dalton et les Conservateurs — ils seront absorbés d'ici le mois d'octobre. Il ne restera plus à l'Angleterre, pour combler le déficit de sa balance des paiements, en attendant la manne hypothétique du plan Marshall, qu'à faire appel au Fonds Monétaire International ou à puiser dans ses réserves disponibles en or et en dollars; mais ces dernières ne seront utilisées, a déclaré M. Dalton, "qu'au moment critique où il y aura quelque chance que, jetées dans la bataille, elles assurent la victoire, et non pour reculer simplement l'heure de la défaite."

Du Fonds Monétaire International, l'Angleterre pourrait recevoir 25 o/o de sa participation, soit 80 millions de livres par an pendant quatre ans, mais le taux d'intérêt des avances du Fonds croît en proportion de la durée et il semble préférable au Chancelier de l'Echiquier de différer cette opération. Cet organisme a d'ailleurs été institué pour permettre à ses membres de remédier aux fluctuations temporaires de leurs balances de paiements et l'actuelle disette de dollars constitue plus qu'une fluctuation temporaire. Il est dans les intentions du Gouvernement britannique de demander aux dirigeants du Fonds, le mois prochain, au cours de leur réunion annuelle, que les objectifs de cet organisme soient étendus.

Quant aux crédits canadiens, ils ne sont pas encore épuisés, il reste à ce titre l'équivalent de 125 millions de livres, mais le Canada a invité Londres à ralentir ses prélèvements car le dominion nord-américain redoute aussi quelques embarras financiers et rencontre lui-même certaines difficultés à régler ses importations en provenance des Etats-Unis.

La requête canadienne a même incité la Grande-Bretagne à payer la moitié de ses récents achats de blé au Canada sur les crédits qu'elle avait obtenus de Washington, fait qui a contribué à accélérer la consommation de ces crédits.

En réclamant ses fonds de tiroirs, l'Angleterre est donc loin d'être acculée à la faillite, mais il est évident que cette éventualité se rapprocherait d'une façon alarmante si le déficit de la balance des paiements devait continuer à s'accroître dans les mois qui viennent.

ABSTINENCE, HEURES SUPPLEMENTAIRES ET PLEINS POUVOIRS

Pour tenter de combler ce déficit, le Gouvernement est décidé à agir sur les deux plateaux de la balance.

Il propose d'une part un certain nombre de mesures destinées à économiser les dollars. A l'exception de la réduction des forces britanniques stationnées outre-mer, toutes ces mesures se traduiront par un renforcement de la règle d'austérité que l'opinion publique supporte avec de moins en moins de résignation depuis la fin des hostilités. La décision prise de réduire de 12 millions de livres par mois les achats de vivres à l'étranger sera ressentie dans tous les foyers où elle sera accueillie sans enthousiasme.

D'autre part, le programme de M. Attlee prévoit le développement de la production britannique: augmentation de 20 o/o, d'ici 1951, de la production agricole; prolongation de la durée du travail dans les transports et l'industrie, en particulier dans les mines; rétablissements du contrôle de l'embauche de la main-d'oeuvre... Le développement de la production doit permettre une augmentation correspondante des exportations et faire rentrer les devises qui contribueront à rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

MEFIANCE ET SCEPTICISME

Les mesures proposées par le Premier Ministre ne peuvent engendrer que le scepticisme. Il y a longtemps que les Anglais sont exhortés à travailler davantage et il serait injuste de prétendre qu'ils n'ont pas répondu à l'appel. L'indice général de la production est à l'heure actuelle de 110 à 120 contre 100 en 1938. L'effort de production a été réel, mais il ne s'est pas toujours porté sur les industries essentielles. Le contrôle de l'embauche existe déjà partiellement: dans les mines, l'agriculture et le bâtiment. Il a pour résultat d'empêcher les travailleurs de quitter ces branches pour s'embaucher dans d'autres. Etendu à toutes les branches d'activité, il parviendra peut-être à réaliser la répartition optimale de la main-d'oeuvre. Le Conseil gé-

néral du T.U.C. a déclaré que si le contrôle de l'embauche se révélait insuffisant, il était prêt à discuter avec le Gouvernement la mise au point des mesures plus poussées pouvant aller jusqu'à une véritable "direction" de la main-d'oeuvre. C'est là une manifestation remarquable de la bonne volonté des syndicats qui, jusqu'à ces derniers temps, restaient hostiles à ce genre d'intervention.

L'augmentation du pouvoir d'achat qui va résulter de l'extension généralisée de la durée du travail, est peut-être le fait qui motive les doutes les plus sérieux sur le succès du plan Attlee. Et c'est sur ce point, la menace d'inflation, que le dit plan pêche le plus visiblement par omission: aucune indication sur la manière dont sera épongé ce pouvoir d'achat inutilisable, aucune précision sur le contrôle futur des investissements, sur l'orientation de l'épargne. L'idée d'un emprunt obligatoire semble écartée et il n'est pas question d'aménagements fiscaux autrement que par allusion à un éventuel budget exceptionnel promis par M. Dalton pour le mois d'octobre.

MENACES DE REVOLTE TRAVAILLISTE

La réaction de l'aile gauche travailliste a été assez imprévue.

Depuis longtemps, il est d'usage dans ce secteur de considérer la politique militaire du Gouvernement comme la source de tous les maux présents et futurs de l'Angleterre. Les effectifs de l'armée de terre sont encore à l'heure actuelle près de quatre fois plus importants, et ceux de la Royal Air Force trois fois plus importants, que les effectifs d'avant-guerre. Tous ces hommes maintenus sous les drapeaux sont des travailleurs soustraits à l'industrie. Le retrait des troupes stationnées outre-mer, annoncé aux Communes par M. Attlee, va économiser une certaine quantité de devises, mais ne provoquera pas cet afflux de main-d'oeuvre qui résulterait de la démobilisation massive et rapide réclamée par la gauche travailliste.

Mais ce à quoi cette dernière s'est montrée la plus sensible, c'est à l'éventualité évoquée de l'ajournement du projet de nationalisation de l'industrie sidérurgique. Comme l'a fait remarquer un des membres de la Chambre des Communes, les élus travaillistes ont reçu mandat des électeurs pour effectuer cette nationalisation et sont dans l'obligation de s'exécuter. Les promesses assez vagues de Sir Stafford Cripps, affirmant que le Gouvernement n'abandonnerait pas son programme politique n'ont rassuré qu'à demi les "rebelles".

DU COTE DE WASHINGTON

Au milieu de cette situation troublée, la seule lueur d'espoir provient des Etats-Unis où se rend une délégation d'experts financiers britanniques pour obtenir l'aménagement de certaines clauses de l'accord anglo-américain.

Les clauses en question sont les clauses 8 (relative à la convertibilité) et 9 (dite clause de non-discrimination). Le retour à la convertibilité de la livre en dollars en ce qui concerne les transactions courantes, depuis le 15 juillet dernier, a été fatal à la Grande-Bretagne. On estime à peu près certain que les pays qui ont reçu depuis cette date des paiements en sterling, les ont utilisés aussitôt auprès des fournisseurs américains qui présentèrent à leur tour leurs avoirs à la Banque d'Angleterre en vue de les convertir en dollars.

L'Angleterre voudrait obtenir l'abandon de cette clause ainsi que de la clause de non-discrimination dont l'abrogation permettrait à l'Angleterre de suspendre ses achats dans les pays à monnaie forte en les transférant sur les pays à change déprécié et sur l'Empire.

L'absence d'envergure du programme britannique a produit une impression désastreuse outre-Atlantique. "On parlait de bataille économique, a-t-on dit à Washington, mais ce sont tout au plus des manoeuvres". Les milieux financiers américains d'autre part ont été désagréablement surpris par une mesure mineure mais qui les vise directement: la confiscation, au moyen d'un droit de douane, de 75 o/o des bénéfices provenant de l'importation de films.

Le Gouvernement travailliste va ainsi se trouver tiraillé entre son désir de plaire aux Américains qui pourraient lui donner les moyens de tenir sur le plan financier et son désir de plaire aux travaillistes de gauche dont les voix lui sont nécessaires pour se maintenir au pouvoir. Situation délicate: les jours prochains diront comment il s'en sera tiré.

Pierre LORMEL.
(AFP)

Ces Dames de la Corbeille

par CANDIDE

... qui vous révèle, ce qui se passe dans les coulisses.

A L'OMBRE DE LA DEVALUATION

Ces Dames de la Corbeille ont dû un regain de faveur cette semaine aux craintes de dévaluation. Si celles-ci n'ont pas provoqué un plus vaste mouvement sur le marché, c'est sans doute à cause de l'absence des grands meneurs du jeu. Mais l'intention y était. Les capitalistes sur place se sont émus... Il serait ridicule de n'attribuer ce réveil qu'à des agissements de professionnels.

Est-ce à dire que cette dévaluation — de la sterling évidemment! — soit proche? La réponse dépend de la volonté des Etats-Unis. Il semble bien en effet que l'Angleterre, acculée, va les mettre eux-mêmes au pied du mur: "Ou vous m'aidez ou je dévalue".

Et il semble tout autant que les Etats-Unis y regarderont à deux fois avant de provoquer la dévaluation de la livre — dont les répercussions seraient mondiales.

Mais qu'importe au fond! Nos valeurs — les bonnes — méritent de hausser de par leur propre mérite!

A PROPOS DES SUEZ

Les Suez IIème série ont franchi le cap des 50 livres. Nous avions prévu cette hausse qui est justifiée doublement puisque, d'un côté il ne saurait s'agir d'un relèvement sensationnel du prix de l'or à New-York et que, de l'autre, il est des gens pour envisager une dépréciation de la livre sterling — et par suite de la livre égyptienne — comme fort possible. Sur le marché libre de New-York la sterling n'a-t-elle pas été traitée à moins de 3 dollars.

Mais il serait néanmoins sage de ne pas exagérer ce mouvement. D'abord il ne saurait s'agir d'un relèvement sensationnel du prix de l'or à New-York. Les Etats-Unis n'y auraient aucun intérêt et sont assez puissants financièrement parlant pour ne pas y être contraints. D'autre part, une dévaluation légale de la livre sterling est une question bien compliquée. Il faut plutôt envisager une baisse au marché libre... ou noir à votre choix. Et en outre il serait question que l'Egypte prétendit avoir son mot à dire sur la façon dont la Compagnie du Canal touchera ses droits en territoire égyptien... et cherchât à profiter sous une forme ou sous une autre au point de vue de sa propre monnaie. Il se pourrait qu'un jour les dividendes fixés en dollars soient payés dans une autre monnaie selon un taux de change... officiel qui ne serait pas tellement favorable aux obligataires...

Tout cela, évidemment, n'empêche pas que le Suez soit l'une des meilleures valeurs au monde. Mais qu'on n'exagère pas sous prétexte qu'il s'agit d'or. L'or, dans le siècle où nous sommes, devient comme toute chose une relativité...

UNE PETITE SPECULATION...

Dieu sait que je ne pousse pas mes lecteurs à spéculer en général. Mais l'exception confirme la règle. Et me voici à leur conseiller de se hasarder à placer quelque argent dans une valeur considérée comme des plus spéculatives... et à juste titre. Il s'agit tout simplement de la Zama.

Elle a en ce moment mauvaise presse, si je puis dire, en bourse. Aux dernières nouvelles que j'ai eues, elle se traitait aux environs d'une livre, soit le quart de sa valeur nominale.

Evidemment, il y a eu bien des histoires qu'il serait trop long de conter ici. Le décret de constitution n'aurait été obtenu qu'après de pénibles péripéties et avec le concours d'une banque pour... concrétiser le capital souscrit. Depuis un groupe d'actionnaires a engagé un procès afin d'obtenir de cer-

tains des souscripteurs de la première heure le paiement intégral du montant prévu par la société en formation.

Un avocat de grande classe a pris l'affaire en mains. S'il obtenait gain de cause, évidemment cela mettrait du beurre dans les épinards.

Mais même en excluant cette éventualité, il faut reconnaître que les magasins Fleurent, qui forment l'un des principaux atouts de la Zama sont susceptibles, sous l'impulsion de leur très capable et énergique directeur, de donner plus ou moins rapidement d'excellents résultats.

Donc, en somme, aux environs d'une livre, le titre représente quelque chose comme une spéculation de père de famille...

Et puis les titres à procès ont de tels attraits pour les capitalistes d'Egypte!

PRUDENCE, PRUDENCE...

Certaines sociétés anglaises ont proposé aux possesseurs de leurs actions nominatives de les transformer en actions au porteur. Elles ne s'engagent à rien, pas même à réussir l'opération...

Mais voici que le régime du contrôle des changes a... changé. Pour importer et exporter des titres il faut l'autorisation des Gouvernements Britannique et Egyptien. Et toute infraction est passible de six mois de prison.

Et certains bons esprits hésitent à charger les dites sociétés d'opérer éventuellement ce transfert, car, disent-ils, au cas où quelque infraction serait commise, qui en serait pénalement responsable, la société ou l'actionnaire?...

Et ils gardent leurs titres nominatifs en dépit des ennuis légers mais agaçants dont ils sont la source.

LE DEDALE DES LOIS

La réserve des dits bons esprits est d'autant plus justifiée qu'à travers le dédale des lois et règlements actuels il n'est que trop facile de commettre une infraction sans le vouloir, sans le savoir.

Les employés de banque s'arrachent les cheveux à longueur de journées, confrontés qu'ils sont par des problèmes insolubles.

Par exemple, les coupons de valeurs payables à l'étranger: quelles sont les formalités à faire pour les encaisser sans tomber sous les foudres de la loi?

Impossible de savoir jusqu'à ces derniers jours si la question dépendait du Ministère des Finances ou de la National Bank...

Et c'est là un cas entre dix autres!

ING. GABRIEL ROGOJAN
 EXPERT EN MECANIQUE AUPRES DES TRIBUNAUX
 Etablissement de tous projets pour la construction de
COFFRES et CHAMBRES FORTES
 POUR BANQUES ET SOCIÉTÉS
 Vérification et remise à neuf de tout genre de coffre
 3, RUE EL-CHEIFEIN • TEL 57187 • LE CAIRE



CHRONIQUE DE LA BOURSE DES VALEURS

La non-convertibilité du sterling et ses répercussions

PREVOYANT que le gouvernement britannique prendrait des mesures pour faire face à la crise dont était menacé le sterling, le marché des valeurs a fait preuve de fermeté. Et Mercredi, à la suite de la décision de rendre non-convertible en dollars, la devise anglaise, la Corbeille allait encore de l'avant, les titres atteignant des cours que l'on n'avait pas vus depuis longtemps.

Il va sans dire que la décision en question va encore limiter nos achats Etats-Unis ce qui profitera à l'industrie et à l'agriculture égyptiennes, la Grande-Bretagne ne pouvant nous fournir des marchandises que dans une mesure assez limitée.

Voilà pourquoi, les valeurs industrielles allèrent carrément de l'avant.

Obligations Suez et or

IL semble maintenant presque certain que le prix de l'or va être réévalué aux Etats-Unis. Les obligations Suez, en prévision de cette mesure qui devra arriver tôt ou tard, avancent à pas de géant. Bien qu'ayant détaché un coupon de 50 piastres, ils furent traités à 5125. Ainsi que nous le disions la semaine dernière, si le prix de l'or est majoré du tiers, comme on le dit, ces obligations atteindront 64 livres.

Les Filatures

LES Filatures furent également à l'ordre du jour. Il est maintenant presque certain que tant la Filature Nationale que la Filature Misr donneront un coupon sinon supérieur, au moins égal à celui de l'an dernier. Et aux cours actuels cela représente plus de 5 pour cent net. Ce rendement est très intéressant pour des valeurs de cette solidité. Et tout porte à croire qu'elles iront encore de l'avant, n'ayant nullement épuisé leurs possibilités.

Un titre en retard Egrenage Misr

L'EGREPAGE Misr a détaché un coupon de P.T. 52,8 net. Voilà un titre que nous ne cessons de recommander. Au prix

actuel, il rapporte presque du 5 pour cent net. Et comme l'an prochain la production égyptienne de coton va être supérieure à celle de cette année, d'autant. D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que même lorsque le commerce sera redevenu normal, lorsque l'Egypte pourra importer à son gré, l'industrie de l'égrenage continuera à prospérer, car la production cotonnière aujourd'hui limitée par les besoins du pays en blé et autres céréales reprendra et au lieu de 6 ou 7 millions de cantars, nous aurons 9 millions. Ce sont là des considérations qui doivent aiguiller le capital vers ce titre.

Société Nationale du Papier

LA Société Nationale du Papier fut une autre vedette de la semaine. Il est certain que depuis quelques mois, les affaires de cette Société ont battu tous les records. L'argent en caisse permet la distribution d'un coupon provisoire de l'ordre de 40 piastres. Enfin, la Société va se mettre à la fabrication du papier. La machine qu'elle a achetée à cet effet est attendue d'un moment à l'autre et d'après les dirigeants de l'affaire, le papier blanc pourra être mis sur le marché dès le début du nouvel an.

Fondateur et action Helio

DANS les immobilières, la part de fondateur Héliopolis a gagné environ deux livres. Mais l'action Hélio ne semble pas suivre le mouvement. Ceci est dû à l'épée de Damoclès que le conseil a placée sur sa tête en décidant de payer au fur et à mesure la contrevaletur nominale de l'action et à convertir en

action de jouissance. Cependant, vu les nombreux projets envisagés par la Société et qui nécessitent des dépenses considérables, nous doutons que le remboursement projeté puisse être mis en vigueur sur une grande échelle. A notre sens, l'action doit hausser sensiblement pour être en ligne avec la part de fondateur.

Orient Linen

L'ORIENT Linen continue à hausser, de pair d'ailleurs avec les Filatures. Ceci est dû au fait que pour les six mois écoulés, cette société a réalisé des bénéfices très intéressants. Le capital s'intéresse à cette affaire fort sagement dirigée et dont les frais sont réduits au minimum par un Conseil avisé.

Les valeurs foncières

Ceux qui craignent une dévaluation monétaire investissent surtout dans les titres fonciers. La Kom Ombo, la Béhéra, la Gharbieh ont gagné de bonnes fractions. La Béhéra mini-industrielle et mi-foncière profite sensiblement de la situation actuelle.

Domaine de Siouf

LE Domaine de Siouf très échangé suit la tendance générale et gagne du terrain. Cette affaire est également gérée avec prudence et les affaires déjà conclues permettent le maintien du dividende actuel, qui est fort intéressant, pendant plusieurs années, sans parler de la valeur intrinsèque du titre.

Salt & Soda

LA Salt and Soda fit des étincelles au cours de la semaine sous revue. Elle a reçu de nouvelles machines. Et ses ventes sont très satisfaisantes. Cependant, dans son cas, l'impôt sur les bénéfices exceptionnels absorbe une bonne partie de ses bénéfices ce qui ne permet pas de rémunérer les actionnaires comme il se doit. Il est donc douteux que le prochain coupon puisse être nettement supérieur à celui de l'an dernier.

Studio Ahrum

ON traita beaucoup de Studio Ahrum. Ces nouvelles sociétés ne nous sourient pas beaucoup étant donné qu'elles sont sujettes à des aléas. Il ne faut pas oublier que la spéculation et quelques petits capitalistes laissèrent des plumes dans ce titre qui à un moment donné valait plus de neuf livres.

Les perspectives de la Viticole

UNE valeur qui à notre sens doit encore hausser est la Viticole et Viticole, valeur mi-agricole, mi-industrielle se spécialisant dans la vigne et les vins. La récolte de raisins, d'après nos renseignements, a été excellente. Et tout porte à croire que le prochain coupon sera substantiel.

La tendance boursière

QUELLE sera la tendance boursière ? Il n'est pas difficile portants capitaux rapatriés et qui ne peuvent plus émigrer sont encore en quête de placements. Il ne faut pas non plus être grand clerc pour voir que la situation économique et monétaire de ce monde est fort instable et que nos valeurs représentent un refuge à nul autre pareil. Tout ceci milite en faveur d'une amélioration des cours pour les bonnes valeurs qui ont déjà fait leurs preuves. Quant aux autres, il s'agit de les laisser de côté, car elles finissent toujours par coûter cher, même si au début on réalise des bénéfices faciles.

L'ECHEANCIER

Coupons détachés :

- le 19.8.47 Egrenage Misr: P.T. 52,8 net
- le 20.8.47 Oblgs 5% Land Bank Em, 1928 P.T. 218.-net (semestriel)
- le 20.8.47 Oblgs 5% Land Bank Em, 1929 P.T. 217,927 net (semestriel)
- le 20.8.47 Oblgs 3% Suez IIème Série P.T. 50.- net (semestriel) — (payables le 1er Septembre 1947)

LES FLUCTUATIONS DE LA BOURSE DES VALEURS DU CAIRE

DU 15 AU 22 AOUT 1947

DESIGNATION DES VALEURS	15 Août 1947	22 Août 1947	DESIGNATION DES VALEURS	15 Août 1947	22 Août 1947
FONDS D'ETATS & EMPRUNTS			SOCIETES IMMOBILIERES		
Emp. Nation. 3 1/4%	10860 a	10880	African Enterp.	900 a	900 a
Emp. Nation. 2 3/4%	10280 a	10260 a	Heliopolis Acts.	2700	2740
Emp. Coton. 2 3/4%	10055 a	10055	Heliopolis Fd.	6610	6700
BANQUES ET SOCIETES DE CREDIT			Heliopolis Jce.	1600 a	1600 a
Athènes	86	86	Delta Land	323	328
Banque de Commerce	400	700 v	Delta Land nom.	291	292
Banque Misr	2310	2330	Gabbari	423	430
Commercial Bank	350	351	Immobilier	950	950
Foncier Act.	2776	2810 a	Le Fayoum	148	150
Foncier Fond.	4970	4974	Siouf	898	910
Foncier Obl. 1903	2220	2234	S.I.B.U.R.	375 v	375 v
Foncier Obl. 1911	1872	1874	Al Chams	990	1006
Land Bank Act.	896	918	SOCIETES INDUSTRIELLES ET DIVERSES		
Land Bank Fd.	6926	7240	Oilfields	414	424
National Bank	4000 a	4000 a	Ginners	131	131
Crédit Alexandrin	575	576 v	Astra	320	320
SOCIETES DES EAUX			Beida Dyers	2800 a	2800 a
Alex. Water	1700	1730	Sand Bricks	1336	1324
Eaux du Caire Cap.	512 a	510 v	Clothing	604	604
Eaux du Caire Jce.	1636	1654	Frigorifique	1910	1910
Eaux du Caire Fd.	10900	10310	Delta Trading	1050	1050
SOCIETES DE TRANSPORT ET CANAUX			East	400	400
An. Am. Nile	710	716 v	Rice Mills	360 a	360 a
Suez Ile Série	4920	5100 a	Salt au port.	370	389
Suez Ile Série	4220 a	4220 a	Salt nom.	344	361
Delta Light Priv.	804	820	Filature Nat.	2450	2500
Delta Light Fd.	900	900	G.E.R.C.O.	514	544
Eg. Shipping	400	400	Fibres Text.	783	805
La Fluviale	560	560	Plastics	624	637
Menzalah Acts.	96 v	96 v	Port-Said	632	576
Menzalah Fd.	550	560	Pressage	1700 a	1780
Trams Caire Part Soc.	340 v	350	Ciment Tourah	2220 v	2220 v
Trams Alex. Div.	2026	2026	Bolanachi	352	348
Trams Alex. Jce.	210	210	Tissage	1126	1132
United Nile	1426 a	1426 a	Emballages	380 v	380
SOCIETES D'HOTELS			Sieglwart	1440 v	1440 v
Eg. Hotels	342	353	Financière	975 v	975 v
Eg. Hotels nom.	320	321 a	Sucres Ord.	1050 v	1040
Nungovich	4170	4150 a	Sucres Priv.	490 v	496
Palestine	240	240	Sucres Fd.	1766 v	1830
Palestine nom.	246 a	246 a	Filature Misr	2368	2368
Upper	516	516	Kafr El Dawar A.	2304	2304
SOCIETES FONCIERES			Kafr El Dawar B.	2580 a	2580 a
Aboukir	252	260	Egrenage	1170	1080
Anglo-Belgian	344	344	Tiss. Soie	2200	2240
Allotment	1140	1140	Papier	1140	1176
Gharbieh Acts.	520	600 a	Viticole	830	840
Gharbieh Fd.	133	138 a	Tractor	1360	1360
New Egyptian	179	181	United Entreprise	350	350
Sidi Salem	360	360	SOCIETES COMMERCIALES		
Kom Ombo Acts.	665	692	Bonded	1966	1966
Kom Ombo Fd.	4800	4800	Frosted Food	185	185
Behera	1446	1500	Cicurel	1360 v	1360
Cheikh Fadl	534	540			
Union Foncière	960 a	950			

LES BOURSES ETRANGERES

Les valeurs égyptiennes

Bourse des Valeurs de Paris

Clôture du 21 août

	Francs		Francs
Parquet :		Suez 3 o/o 3me série ...	22.000
Action :		Egypte Unifiée 20 L.E.	10.325
Suez Capital	64.500	Land Bank 3 1/2 o/o ...	8.750
Suez Jouissance	52.200	Sucreries d'Eg. 5 o/o ...	11.360
Suez Parts	48.000	Marché des Courtiers :	
Suez Civile	16.140	Actions :	
Foncier Egyptien	12.500	Banque Nat. d'Egypte ...	18.100
Sucreries d'Eg. Cap. ...	5.415	Foncier Egyptien Parts ...	285.000
Sucreries d'Eg. Priv. ...	2.880	Foncier Eg. 1/100.	29.100
Sucreries d'Eg. Parts ...	8.850	Land Bank Parts	36.100
Land Bank Unité	4.290	Union Fon. Eg. Unité ...	4.370
Obligations :		Cairo Heliopolis Cap. ...	13.400
Suez 3 o/o 2me série ...	23.800	Cairo Heliopolis Div. ...	28.400

Le cours des métaux à New-York

Clôture du 21 août

Cuivre :		Argent :	
Elect. Connect. Valley		En barres	69 1/4
disponible	21.225	Platine :	
World export	21 1/2	Disponible	63
Etain :		Aluminium :	
Detroit New-York pro.	80	New-York disponible ...	15
30 jours	80	Nickel :	
90 jours	80	Electro 99.9 disponible.	35
Plomb :		Fer Blanc :	
New-York disponible ...	15	FOB New-York	6.75
St-Louis disponible	11.65	Fonte :	
Zinc :		Pennsylvanie	40
St-Louis disponible	10 1/2	Buffalo	36.25

A Londres

Clôture du 21 août
(Prix officiel, par tonne)

Etain	437	Plomb étranger	90
Aluminium	80	Zinc anglais	70
Cuivre	132	Zinc étranger	70
Plomb anglais	91.10	Fonte	170.3

Cours des Cotons

New-York

Clôture du 21 août

	Ouverture	Clôture	Mai	Juillet	Octobre	Décembre
Octobre	32.30	32.38	31.18	31.39	30.43	30.58
Décembre	31.81	31.93	27.60	27.75	27.60	27.75
Janvier 1948 ...	—	31.82	—	—	—	—
Mars	31.59	31.77	—	—	—	27.25

New-Orleans

Octobre	32.25	32.34	Mai	31.20	31.37
Décembre	31.75	31.88	Juillet	30.35	30.52
Mars	31.60	31.76	Octobre	—	27.68
			Décembre	—	27.24

Bombay

Ouverture :	Clôture :
Sept. 430 roupies	Sept. 430 roupies

Sao-Paulo

Août	158.10	Mars	162.30
Octobre	159.70	Mai	161.30
Décembre	160.00	Juillet	158.60
Janvier 1948	160.00		

MEMORANDUM DU COMITE DE COOPERATION ECONOMIQUE EUROPEENNE

(SUITE DE LA PAGE 13)

b) Le but envisagé est de mettre, à la fin de la période considérée, l'économie de chacun des pays intéressés en équilibre approximatif et sans qu'aucune assistance particulière venant de l'extérieur lui soit nécessaire ultérieurement.

c) Le niveau de la consommation, pendant la période considérée, bien qu'il y ait lieu de le fixer en tenant compte des effets qu'il aura sur la capacité de production et du rôle de stimulant qu'il doit jouer, ne devra pas dépasser celui que chaque pays sera en mesure de conserver par la suite sans assistance particulière de l'extérieur.

d) Production et consommation devraient s'établir à des niveaux compatibles avec le maintien d'un emploi élevé et stable.

XI — PROCEDURES

Il est proposé que la procédure ci-dessous soit suivie pour recueillir les éléments d'information correspondant aux paragraphes II, IV, V et VI ci-dessus; des questionnaires seront établis par les Comités et sous-comités techniques compétents conformément aux principes généraux fixés dans le présent mémorandum; ils seront communiqués par eux, avec l'approbation du Comité exécutif et du Comité de Coopération qui s'assureront que, dans l'ensemble, les propositions faites sont conformes à ces principes.

En établissant ces questionnaires, les Comités techniques tiendront dûment compte de la nécessité de recueillir au moins les renseignements mentionnés dans l'annexe, mais il leur appartiendra de demander toutes les informations complémentaires qu'ils jugeront nécessaires.

Le Comité exécutif devra s'assurer que les informations nécessaires sont recueillies sur les questions qui ne figurent pas encore au programme des travaux des Comités techniques ou des sous-comité.

La forme que devront revêtir les informations nécessaires sur la balance des paiements, ainsi que la procédure à suivre pour les réunir, devront être étudiées par des experts qualifiés.

XII — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

En ce qui concerne les dispositions du paragraphe V, il y aura lieu de tenir compte également des ressources, des pays d'outre-mer relevant des divers Etats européens lorsqu'il s'agit de produits essentiels au relèvement de l'Europe: graisses, bois d'oeuvre, produits minéraux, etc... Il en va de même des marchandises de toutes natures (y compris les produits de consommation courante destinés aux populations indigènes) qui sont indispensables pour en augmenter la production. De même, il sera nécessaire d'indiquer quel effort chaque pays est disposé à consentir à cette fin. Enfin, la balance des paiements indiquera les sorties et les rentrées de devises étrangères correspondant aux paiements extérieurs, aussi bien en ce qui concerne les territoires métropolitains que les territoires d'outre-mer définis ci-dessus.

DEPÊCHES

(Suite de la page 7)

On laisse entendre que l'Ambassade égyptienne à Londres n'a pas encore d'informations particulières sur la situation. On s'attend d'ailleurs à ce que des contacts immédiats soient établis par le gouvernement égyptien avec la Trésorerie britannique. On pense qu'il sera nécessaire qu'une nouvelle délégation égyptienne visite Londres afin d'atteindre un accord concernant la suspension du pacte temporaire récemment signé sur la convertibilité en dollars des avoirs courants aussi bien que des crédits égyptiens en sterling progressivement libérés.

La suspension soudaine, décidée par la Grande-Bretagne, de la libre convertibilité des sterling "annule l'accord financier anglo-égyptien en ce qui concerne les dollars", a dit un porte-parole de la Trésorerie anglaise.

On pense, dit-il, que cet accord sera un des 25 accords financiers avec d'autres nations que la Grande-Bretagne compte chercher à modifier ou changer. Le porte-parole ne put cependant donner aucune indication sur la proportion dans laquelle les 32 millions de livres sterling livrés à l'Egypte ont été déjà convertis en dollars.

MARCHÉS DE GROS

(Cotations et stocks)

DU 12 AU 15 AOUT 1947

Marchés	Produits	Prix P.T. par ardeb	Vendu Ardebs	Stocks dans les Chounas (en ardebs)			
ROD EL FARAG	Lentilles Ent. Zaw.	445	250	Blé	19516	Helba	2622
	Orge Zaw.	170	190	Fèves	732	Lupins	195
				Lentilles	2660	Pois Chiches.	264
				Orge	1693	Sesames	539
				Mais N el Gam	4291	Arachides	532
				Mais Oweiga	946	Riz Non Decort	102
IBVN TE HVLY	Mais Sh. Nab. Zaw.	235	40	Blé	28448	Helba	2939
				Fèves	1930	Lupins	97
				Lentilles	2114	Bersim	175
				Orge	2817	Sesames	160
				Mais N el Gam	7586	Grain de lin	85
				Mais Oweiga	601	Tibn Unité	6376
						100 Kilo	
ALEXANDRIE	Fèves Minaki Zaw.	525	55	Fèves	2442	Helba	642
	Lentilles Conc. Zaw.	507	30	Lentilles	748	Lupins	217
				Orge	8441	Sesames	74
				Mais N el Gam	40	Riz Non Decort	4571
				Mais Oweiga	20	Riz Glacé	4910
ROSETTE	Riz Glacé en Sac (80 Oks N. 1)	3065-3095	--		Usines De Decort		
	Riz Blanchi au G. (Ardebs 200)	613-619	--	Riz Non Decort	2600		
				Riz Glacé	100		

Nouvelles Sociétés

En commandite simple

Raison sociale: André B. Savas & Co.

Associés: André B. Savas et une commanditaire.

Capital: L.E. 1000.

Objet: l'importation, l'exportation et la représentation en général et spécialement le

commerce en gros et demi-gros des: 1.) produits chimiques et des articles s'y rattachant, 2.) produits alimentaires, 3.) boissons alcooliques, 4.) cordes et ficelles, 5.) lin et ses dérivés, 6.) sacs en jute, 7.) matériaux de construction.

Signature et gérance: André B. Savas seul.

Date et durée: cinq ans à partir du 1er Août 1947.

Siège: Alexandrie.

avec le commerce et représentation de produits de beauté qui s'y rattache, sis au 14 rue Chérif, Alexandrie, où se trouve également le siège de la Société.

Signature et gérance: les deux associés conjointement.

Date et durée: cinq ans à partir du 1er Juin 1947.

de rubans et autres articles similaires.

Signature et gérance: les deux associés conjointement ou séparément.

Date et durée: deux ans à partir du 1er Juillet 1947.

Siège: Le Caire, 17 rue Soliman pacha.

Les **Lames** bien connues



O.K

Sont à nouveau sur le marché

P.5 le paquet de **10**

RÉCLAMEZ-LES PARTOUT
GROS & DÉTAIL
ALEXANDRIE:
ALFRED ALGAZI - TÉL. 23479
LE CAIRE:
SOBHANI FRÈRES - TÉL. 50030

Raison sociale: N. Eliassen et Co.

Associés: Nicolas Eliassen et quatre commanditaires.

Capital: L.E. 4500.

Objet: le commerce en général notamment:

l'importation et l'exportation, la vente en gros, demi-gros et détail, les opérations de transit, de navigation et d'assurances, la représentation de Maisons de Commerce et Fabriques, fournitures maritimes de toute sorte et approvisionnement de bateaux, ainsi que la suite des affaires de la Maison "F.G. Hanssen en Egypte".

Signature et gérance: Nicolas Eliassen seul.

Date et durée: du 1er Juillet 1947 au 31 Décembre 1947.

Siège: Port-Said.

En nom collectif

Raison sociale: S. Sigalas & Alex. Exarchos

Associés: Alexandre Exarchos et Socrate Sigalas.

Capital: L.E. 2650.

Objet: l'exportation du Salon de Coiffure dénommé "Emile"

Raison sociale: Albert Guetta et J. Mehrez & Co.

Associés: la R.S. Albert Guetta et J. Mehrez & Co.

Capital: L.E. 2000.

Objet: la commission, le commerce des tissus et filés de tous genres ainsis que celui de tous articles à déterminer.

Signature et gérance: les deux associés conjointement.

Date et durée: un an.

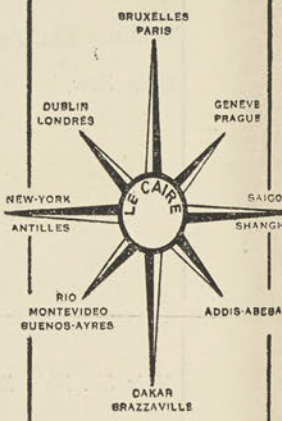
Siège: Le Caire:

Raison sociale: Stratis et Associés: Georges Colettis et Stratis Colettis.

Capital: L.E. 1000.

Objet: l'exploitation d'un magasin sis au Caire, 17 rue Soliman Pacha, et servant à la vente de cigarettes, tabacs, cigares et articles pour fumeurs; l'achat, la vente et la transformation de tous genres de fils pour tricots, cotons, soie, laine et lin, etc... et d'articles fabriqués; au commerce de tous articles de mercerie, de bonneterie, de parfumerie et de produits de beauté ainsi qu'au commerce de boutons, dentelles,

du NORD au SUD
de l'EST à l'OUEST



AIR FRANCE

N'A QU'UNE SEULE DEVISE:
SERVIR LES PASSAGERS

PAR

**LA REGULARITE
L'EXACTITUDE
LA RAPIDITE
LE CONFORT**

DE SES SKYMASTERS

DIRECTION GÉNÉRALE pour le MOYEN-ORIENT
LE CAIRE

AGENCE: IMM. SHEPHEARD'S - TEL. 45670
Autres Agences: BEYROUTH, BAGDAD,
DAMAS, KHARTOUM, ADDIS-ABEBA,
ASMARA, DJIBOUTI, TÉHÉRAN, LYDDA

ET TOUTES AGENCES DE VOYAGE RECONNUES

